

UNE CANDIDATURE ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE,



Dossier

En lutte face au grand Monopoly de l'ouverture à la concurrence dans les transports publics

Pages 6 et 7

ÉDITO

À «gauche», tout le monde ne déteste pas la police Page 2

PREMIER PLAN

Santé. Obligation vaccinale: «Si tu suspends 10% des effectifs de l'hôpital, l'hôpital ne tourne plus» Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Allemagne. Ennui politique, réveil social?

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé et du travail et militante à la CGT Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

À «gauche», tout le monde ne déteste pas la police

«**T**out le monde déteste la police» : le slogan qui s'est largement popularisé au cours des dernières années dans les manifestations à mesure que les violences policières connaissent un développement sans précédent, a donc été chanté et repris par le public lors du concert du rappeur marseillais Soso Maness à la fête de l'Humanité. Ni une ni deux, Darmanin et les syndicats de flics ont bruyamment protesté, exigeant des forces de gauche présentes à la fête de l'Huma, et en premier lieu du PCF, de «condamner» cette infamie. Malheureusement, mais sans surprise, Fabien Roussel s'est exécuté, dans la continuité de sa présence lors de la manif des flics à l'Assemblée le 19 mai : «*Je ne cautionne pas du tout ces propos, que je ne partage pas. Je les condamne fermement, je défends trop le métier de gardiens de la paix qui travaillent dans de si mauvaises conditions pour cautionner ce genre de propos.*» On peut supposer que Darmanin et les syndicats factieux ont été satisfaits. De toute évidence, «tout le monde» ne déteste pas la police et certains, à «gauche», n'ont cessé de lui offrir des preuves d'amour. Le PS n'est pas en reste qui, par la voix de sa porte-parole Dieynaba Diop, a «condamné» des «propos ignominieux». On aurait aimé autant de vigueur pour «condamner» les violences policières à répétition, dans les quartiers populaires et dans les manifestations, pour «condamner» les éborgnements, les mains arrachées, pour «condamner» l'acharnement contre la famille Traoré et le déni de justice pour toutes les victimes de violences policières. Dans un pays où la police blesse, mutilé et tue en toute impunité, dans les quartiers, les manifestations ou les rave-parties, et où de plus en plus de représentants policiers affichent ouvertement leur adhésion aux idées d'extrême droite il n'est guère étonnant que des jeunes reprennent en chœur des slogans anti-flics. C'est même plutôt sain, puisque cela montre que face au matraquage idéologique et au matraquage tout court, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui refusent de baisser les yeux. Alors à celles-ci et ceux-là, et plus généralement à toutes celles et tous ceux qui ne voient aucune raison de se soumettre à l'injonction à aimer les flics et à refuser de dénoncer la police en tant que corps répressif, nous le disons sans ambiguïté : loin de vous condamner, nous vous soutenons et sommes des vôtres !

BIEN DIT

Pourtant, le premier capitalisme apparaît au même moment que la traite atlantique, et les plantations américaines sont un des moteurs de l'essor du capitalisme mercantiliste des 17^e et 18^e siècles. [...] L'histoire mondiale de l'esclavage est aussi une histoire du monde à la lumière de l'esclavage.

PAULIN ISMARD (historien), à propos de l'ouvrage qu'il a dirigé : *les Mondes de l'esclavage : une histoire comparée* (Seuil, septembre 2021).

À la Une

Une candidature anticapitaliste et révolutionnaire, c'est urgent, nécessaire, possible !

La rentrée politique est marquée par la préparation de l'élection présidentielle. Et si on mesure mal l'issue de cette dernière, on sait déjà que beaucoup veulent ancrer la campagne à droite toute et même très très à droite... Une dynamique à laquelle il convient d'opposer des réponses claires, radicales, sans compromis avec un système qui génère toujours plus de misère, d'exploitation et d'oppressions.

Depuis la rentrée de septembre, les candidatures à la présidentielle se multiplient, du côté de la droite dite «républicaine», de l'extrême droite, mais aussi de la gauche institutionnelle. Aucun doute : l'année présidentielle s'est ouverte, et le moins que l'on puisse dire est qu'il est urgent de bousculer les choses si l'on veut éviter le pire.

Cinquante nuances réactionnaires

Instrumentalisation de la laïcité, loi «séparatisme», loi «sécurité globale»... le quinquennat de Macron a développé les thématiques les plus réactionnaires. L'incohérence de sa politique sanitaire et son mépris des classes populaires ont insufflé une défiance et une confusion profonde dans la société. La droite et l'extrême droite se sentent pousser des ailes. La candidature Zemmour, permise par la normalisation médiatique et politique des positions les plus réactionnaires, participe d'un renforcement de l'influence de l'extrême droite, son autoritarisme et son racisme, l'ordre moral... Et ce n'est pas l'utilisation à toutes les sauces par Le Pen ou Philippot du terme «liberté» qui va cacher la démagogie nationaliste, la volonté de restaurer la prétendue «civilisation française», et la promesse de nouvelles réductions des droits et des libertés pour l'ensemble de la société, à commencer pour les personnes racisées. Quant à Macron, le président des riches, il a lancé sa campagne sur le terrain de la «sécurité» qu'il pense



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

électorale payant, sans un mot pour répondre à la véritable insécurité sociale que sa politique amplifie.

La «gauche» du capital

Face à cette offensive libérale et autoritaire, il faut une réponse radicale. Mais cette bataille politique, les partis de la gauche réformiste, du PCF à EÉLV, ne veulent pas la mener jusqu'au bout car elle exige de rompre avec le capitalisme et ses institutions, ainsi qu'avec les positions et les rétributions que celles-ci peuvent offrir. La participation de candidats du PCF ou d'EÉLV à la manifestation des syndicats de policiers en mai dernier en est l'illustration. La gauche réformiste est également gangrenée par les options souverainistes, avec des nuances, de Montebourg à La France insoumise

en passant par le PCF. Cette volonté de retour aux frontières nationales, prétendument protectrices, sème des illusions et participe à la confusion ambiante : les frontières entre les travailleurEs protègent en réalité les intérêts des privilégiés et nous divisent. Et les frontières tuent, chaque année, des milliers, voire des dizaines de milliers de migrantEs. EÉLV et le PS assument clairement une logique pro-capitaliste et libérale. Il n'y a rien à attendre d'un Yannick Jadot, fervent défenseur de l'économie de marché et du capitalisme vert, pas plus que d'une Anne Hidalgo qui a fait le choix de mettre au premier plan le Paris des riches, au détriment des mal-logéEs, des précaires et des services publics, avec le soutien municipal du PCF, membre de la majorité.

Vite une candidature de rupture !

Crises sociale, écologique, sanitaire et démocratique : les capitalistes nous mènent toujours plus vers la barbarie. Ces dernières années ont aussi été marquées par de nouvelles régressions sociales, notamment des licenciements de masse, alors que les profits du CAC40 ont littéralement flambé (les dividendes versés aux actionnaires sont estimés à 51 milliards d'euros pour cette année). Et les politiciens au service de la bourgeoisie n'entendent pas s'arrêter là : Macron et les siens tiennent ainsi à faire passer, à tout prix, leur contre-réforme de l'assurance chômage. Mais ces derniers temps ont aussi été marqués par des résistances aux mesures pro-patrons, au racisme d'État, à la répression, aux lois liberticides, pour la défense du climat ou contre les violences sexistes. C'est pourquoi notre camp social doit aussi exprimer dans ces élections sa volonté de s'affronter au système. De la rue aux urnes, la candidature de Philippe Poutou veut, modestement mais fermement, être un porte-voix des oppriméEs et des exploitéEs. Une candidature anticapitaliste et révolutionnaire répondant aux urgences de la situation, sans demi-mesure. Une campagne pour prendre nos affaires en main et nous organiser, garantir une vie et un salaire décents pour toutes et tous, contrôler et étendre les services publics et les biens communs, en finir avec un régime autoritaire, raciste, sexiste et inégalitaire. C'est plus que jamais urgent !

SANTÉ Obligation vaccinale : « Si tu suspends 10 % des effectifs de l'hôpital, l'hôpital ne tourne plus »

Entretien avec **Pauline Salingue**, membre de la commission santé du NPA et militante CGT au CHU de Toulouse.

Après le discours de Macron en juillet, on a dit beaucoup de choses sur les soignantEs et le fait qu'ils et elles seraient réticents à se faire vacciner : qu'en est-il réellement ?

Dans le CHU de Toulouse où je travaille, au moment des annonces de Macron en juillet, on en était déjà à 76% de vaccinés. En réalité, la population soignante en général n'a jamais été en retard par rapport à la population globale, et était même en avance dans

pas mal de secteurs. Aujourd'hui, et on ne saura jamais ce qui est lié au pass sanitaire et ce qui est lié à un parcours normal de vaccination, d'après les chiffres du ministère, on en est à 90% de vaccinés. Par rapport à ce chiffre, il y a deux options possibles : dire que 10% de soignantEs non vaccinés c'est dangereux, et prôner leur suspension, voire leur renvoi ; ou alors se rendre compte que 10% ce n'est vraiment pas grand-chose, on peut même parler d'immunité collective, a fortiori avec un personnel soignant qui se protège en permanence, et que ce n'est sûrement pas ça qui met en danger l'hôpital. Car la manip est un peu grossière : 10% de soignants non vaccinés, en comparaison des

dizaines de milliers de lits qui ont été fermés, des fermetures de services, du manque de personnel, des départs que les menaces de suspension ont causés, etc., ce n'est rien.

Comment comprendre qu'il subsiste néanmoins une réticence à la vaccination, même si comme tu l'expliques elle est très minoritaire ?

Il faut tout de même se souvenir qu'il n'y a pas si longtemps on nous expliquait qu'il fallait travailler même si on était malade, même avec une pénurie de matériel de protection, etc. Et maintenant ce sont les mêmes qui affirment que si on vient travailler non vacciné on va tuer des gens... Sachant qu'en plus, parmi les collègues non vaccinés, la très grande

majorité est prête à faire des tests très régulièrement pour venir travailler. En fait, la défiance qui existe chez les soignantEs rejoint la défiance qui existe dans le reste de la population. On nous a expliqué tout et son contraire, on nous a menti, on nous a dit que c'était plus dangereux d'aller faire ses courses au supermarché que de travailler à l'hôpital, que les masques ne servaient à rien, puis que les masques étaient utiles et qu'on pouvait même les garder pendant huit heures alors qu'on nous a toujours expliqué l'inverse... Les mêmes qui nous donnent des leçons aujourd'hui sont ceux qui ont refusé de nous entendre lorsque l'on expliquait qu'il fallait des embauches pour éviter que les personnels circulent d'un service à

ALGÉRIE

« Une fuite en avant répressive sans précédent depuis 2001 »

Un communiqué de nos camarades du Parti socialiste des travailleurs (PST-Algérie).

Le pouvoir, qui peine à se fabriquer une nouvelle légitimité populaire, se lance dans une fuite en avant répressive sans précédent depuis 2001. Sous le signe d'une guerre contre des fantômes, il entreprend d'instaurer un climat de terreur sur le territoire de la wilaya de Bejaia et au niveau national. Ce climat se caractérise par une chasse aux militantEs du Hirak sous couvert d'accusation fantaisiste d'appartenance à un groupe terroriste. Plusieurs arrestations et kidnappings sont opérés, des provocations et des insultes sont proférées, une chasse à l'homme est en cours et les simples expressions par des posts Facebook conduisent à des poursuites.



DR

Une volonté de soumettre

La répression en cours et les arrestations tous azimuts à Kherrata, Aokas, Adekar, Ait Rezine... visent à inoculer la peur à la population. Les renforts de policiers acheminés sur le territoire de la wilaya et qui nous rappellent les sinistres journées d'avril 2001, participent de cette volonté de soumettre une population historiquement rebelle et attachée à la poursuite du hirak. Au-delà du hirak, cette offensive participe d'une volonté de briser le mental des gens et d'inhiber toute résistance sociale en perspective des attaques sur les acquis sociaux qui se préparent. Le pouvoir n'a-t-il pas annoncé la privatisation prochaine des banques et des entreprises publiques au profit d'une nouvelle oligarchie ? N'a-t-il pas annoncé la fin des subventions sociales au lendemain des élections locales ?

Faut-il participer aux élections ?

Dans ce contexte de répression aveugle, de verrouillage du champ politique et de détentions arbitraires d'activistes innocents, est-il politiquement et démocratiquement soutenable de participer à la mise en place formelle d'APC/APW¹ dont la mission annoncée est de gérer la misère promise pour les larges masses populaires et la prédation pour les nouvelles oligarchies ? Dans ces conditions, participer à ces élections, n'est-ce pas cautionner la poursuite imposée de la normalisation institutionnelle d'un régime en déficit de légitimité ? N'est-ce pas tourner le dos aux millions d'AlgérienEs qui aspirent au changement, au progrès et à la liberté, mais qui ont montré leur rejet des élections, par dizaines de millions, lors du scrutin du 12 juin passé ? Le PST section Bejaia dénonce cette dérive répressive qui remet en cause les libertés démocratiques et porte atteinte aux droits fondamentaux des citoyens. Le PST appelle la population à ne pas céder à la panique, à construire des solidarités et coordonner les initiatives.

Parti socialiste des travailleurs (section de Bejaia)

1 – APC = assemblée populaire communale; APW = assemblée populaire de wilaya

ÉTATS-UNIS Des millions de personnes perdent les aides et la protection du gouvernement

Au moment où ces lignes sont écrites, les médias américains regorgent de souvenirs des attaques du 11 septembre 2001 au World Trade Center et au Pentagone; quelques réflexions critiques, mais la plupart dans une veine patriotique, qui regarde ce moment d'unité nationale avec nostalgie. Un interlude passager dans un pays dévoré par ses propres conflits internes.

Ce mois-ci, des millions d'ÉtatsunienEs ont perdu leurs allocations chômage, et des millions d'autres ne sont plus protégés contre les expulsions. Le programme fédéral d'indemnisation est en train de prendre fin alors que la reprise économique tarde à arriver. Les estimations indiquent que 7,5 millions d'ÉtatsunienEs perdront les allocations complémentaires de chômage d'un montant de 300 dollars par mois (avant elles étaient de 600 dollars par mois). La plupart des ayants droit ont déjà épuisé la période d'assistance-chômage de 26 semaines, tandis que d'autres pourraient encore être éligibles aux prestations.

Les Républicains estiment que les allocations sont plus élevées que les salaires, ce qui n'incite pas les travailleurEs à retourner à leurs emplois. De leur côté, les Démocrates sont occupés à faire avancer un programme de plusieurs milliers de milliards de dollars d'investissements pour reconstruire l'infrastructure du pays, lutter contre le changement climatique et fournir des services sociaux comme la garde d'enfants. Il est donc improbable que le Congrès approuve une nouvelle loi sur l'allocation chômage.

Crise sociale et crise sanitaire

La Cour suprême des États-Unis a en même temps empêché l'administration du Président Joseph Biden de poursuivre la moratoire sur les expulsions. Le Congrès a mis à disposition 46,5 milliards de dollars pour fournir une assistance aux propriétaires et aux locataires mais seulement 5,1 milliards ont



DR

effectivement été distribués, surtout à cause d'obstacles bureaucratiques comme la complexité des formulaires de demande et la lenteur de la procédure.

De nombreux locataires ne sont toujours pas au courant de l'existence du programme et des modalités pour présenter une demande; les propriétaires essaient en même temps de s'opposer aux tentatives de recours au programme de protection de la part des locataires. 5 à 10 millions de ménages ont du retard dans le paiement des loyers et beaucoup d'entre eux, ayant perdu leur travail pendant la pandémie, ont plusieurs milliers de dollars de dettes hypothécaires ou de loyer. Parmi les centaines de personnes qui ont manifesté à Brooklyn contre la fin du moratoire, un certain Fabien Rogers s'est exprimé de la sorte : « Comment peuvent-ils autoriser les expulsions quand les gens ont reçu si peu d'argent ? »

En même temps, la crise du covid continue à frapper avec environ 1500 nouveaux décès chaque jour, qui font monter le nombre total des morts à plus de 660 000. Les décès récents sont liés au variant Delta et touchent les personnes non vaccinées; 13% de la population refuse encore catégoriquement de se faire vacciner. Jusqu'à maintenant, aux États-Unis, seulement 69% des personnes éligibles ont reçu les deux doses de vaccin; dans certains États, le taux descend à 40%. Les personnes non vaccinées sont concentrées dans les zones rurales et dans les États républicains du Sud et de l'Ouest du pays.

Obligation vaccinale

Dans l'espoir de mettre fin à la pandémie et de pouvoir ainsi relancer l'économie, Biden a rendu le vaccin obligatoire pour 100 millions de travailleurEs des secteurs privé et public. Selon la nouvelle réglementation, les travailleurEs doivent soit se faire

vacciner soit se faire tester toutes les semaines. Le président bénéficie du soutien des Démocrates, y compris l'aile progressiste, et de la plupart des entreprises, y compris celles qui avaient soutenu Trump. Certains syndicats encouragent la vaccination et le port du masque; d'autres demandent la possibilité de négocier en cas d'obligation. Les syndicats représentent 11% des travailleurEs américains dont seulement 6% travaillent dans le secteur privé tandis que 15% viennent du secteur public; il n'y a pas beaucoup de luttes pour l'instant, ce qui signifie que leur influence sur la décision d'obligation est plutôt limitée. La prochaine étape importante va être celle de l'approbation du vaccin pour les 5-12 ans. Les gouverneurs républicains s'opposent à l'obligation et ont interdit aux gouvernements locaux, aux districts scolaires et aux sociétés privées de l'imposer dans leurs États.

La réouverture des écoles se fait en l'absence d'une politique commune sur la vaccination ou sur le port du masque, les décisions sont en effet prises d'une manière autonome par chaque État et chaque district scolaire. Il y a eu quelques petites contestations sporadiques dans les lieux de travail du pays, généralement conduites par des soutiens de Trump, des adeptes de Q-Anon ou des antivax.

La gauche étatsunienne, dans son ensemble, n'a bizarrement pas pris position sur l'obligation de la vaccination, des tests et du port du masque. L'extrême gauche est pour l'instant absente du débat le plus important du pays.

Dan La Botz

BRÉSIL Retour sur les manifestations du 7 septembre

L'indépendance du Brésil date du 7 septembre 1822, où le prince-régent évince son père Joao VI et devient Pedro 1^{er}, empereur du Brésil. Une indépendance finalement sans grand drame et consolidée par une transaction financière entre le Brésil et le Portugal sous les auspices de la Grande-Bretagne. C'est l'occasion d'un défilé militaire. C'est cette date que Bolsonaro avait choisi pour faire une grande démonstration de force.

Visiblement, la marée jaune et verte (les couleurs du Brésil) souhaitée par les Bolsonaristes n'a pas eu lieu. À Brasilia, le matin du 7 septembre, ils étaient 50 000, peut-être 60 000. Certains membres du clan ont même laissé transparaître leur déception. Dans son discours, Bolsonaro a répété les sempiternelles attaques contre les pouvoirs judiciaire et législatif et annoncé la convocation du conseil de la République, une instance consultative aux contours mal définis. Il y avait plus de monde à São Paulo l'après-midi. 120 000 personnes sont venues remplir l'avenue Paulista. Bolsonaro, encore plus agressif, a attaqué cette fois nominalement le juge Alexandre Moraes (sa bête noire du moment). Il est surtout revenu sur la critique du système de vote électronique utilisé au Brésil, remettant en cause par avance le résultat des élections à venir (il se voit déjà perdant).

La réponse de la gauche

Une partie de la gauche (le PT et même une partie du PSOL) mise tout sur une stratégie électoraliste pour élire Lula en 2022 et n'a pas voulu s'atteler vraiment à la tâche de convoquer les contre-manifestations. Comme l'anticipait Roberto

Robaina, le 6 septembre dans la revue *Movimento*, en l'absence d'un effort de mobilisation systématique, on ne pouvait s'attendre à ce que les manifestations de la gauche aient plus d'ampleur que celles de la droite fasciste. Dans beaucoup de villes les forces de gauches avaient choisi de rejoindre les cortège du « Grito dos excluídos » (le « cri des laissés-pour-compte »), qui rassemble traditionnellement depuis 1995 toutes celles et ceux, femmes, noirs, pauvres, habitantEs des favelas, que l'Indépendance et plus tard la République ont laissés de côté.

Cela a donné des cortèges significatifs à Rio, Porto Alegre, Belo Horizonte et surtout à São Paulo où la gauche a rassemblé 15 000 participantEs dans un meeting vibrant. À Brasilia, les manifestantEs se sont joints aux délégations des peuples autochtones qui campent depuis plus d'une semaine près du tribunal pour s'opposer à une

restriction de leurs droits sur leurs terres historiques.

Et maintenant ? Unité dans la rue pour chasser Bolsonaro !

Ce 7 septembre a donc été un jour où, toujours selon Roberto Robaina, Bolsonaro a montré sa force et laissé transparaître sa faiblesse. De fait, aucune action d'envergure effective contre les institutions démocratiques dominées par la bourgeoisie n'a été tentée; Bolsonaro et les siens n'ont pas osé aller au-delà du discours. Mais l'apparition de cette force ne doit bien sûr pas être sous-estimée. L'extrême droite a relevé la tête et est au gouvernement. Le pouvoir exécutif a une force d'attraction et des atouts. Le coup d'État est une politique du gouvernement lui-même. Il se trouve que Bolsonaro n'a pas su utiliser le pouvoir exécutif pour hégémoniser la classe dirigeante. Ses orientations ont produit une division irréversible.

Une partie importante de la bourgeoisie a décidé, après de nombreuses tentatives de conciliation et de cohabitation, de l'affronter. D'où la sympathie que les actions des juges de la Cour suprême, par exemple, suscitent chez des millions de personnes ayant une conscience démocratique. La démonstration des bolsonaristes n'a pas inversé la dynamique d'usure du gouvernement. Après le 7 septembre, c'est le scénario de la pandémie, du chômage, de la hausse des prix en général et de l'énergie en particulier, de la possibilité de rationnement, qui revient sur scène. Ce sera aussi le retour des accusations de corruption du gouvernement et du mécontentement social contre Bolsonaro. Rien de tout cela ne va changer. La faiblesse sera toujours la marque du gouvernement et la possibilité de le renverser reste à l'ordre du jour.

Aline Schmidt et Luc Mineto

ALLEMAGNE Ennui politique, réveil social ?

La campagne n'intéresse pas grand monde. Une fois n'est pas coutume en Allemagne, c'est l'actualité sociale qui a éclipsé la campagne électorale, notamment avec une grève importante des cheminotEs et des luttes dans les hôpitaux.

Une campagne politique usée
Depuis le début, la campagne a pour seul thème la capacité des principaux candidats à chausser les pantoufles de la grande Merkel. Pas un mot sur les hôpitaux, quelques bribes sur le chômage et l'écologie... Et des petits scandales presque comiques. Annalena Baerbock, la candidate écolo, était en tête dans les sondages en mars, plébiscitée par des industriels ralliés à la transition écologique (et aux subventions qui vont avec). Six mois plus tard, après la révélation de quelques lignes enjolivées sur son CV et des accusations de plagiat, les Verts plafonnent à la troisième place. Ils se sont ridiculisés en se privant de listes dans la Hesse, à la suite d'une erreur de procédure. Même les inondations meurtrières en juillet n'ont pas renversé la dynamique, alors qu'elles ont brutalement remis sur le devant de la scène les conséquences du dérèglement climatique et de l'urbanisation incontrôlée. Un autre des trois « grands » candidats a pâti de cette catastrophe : Armin Laschet, successeur désigné de Merkel par le parti conservateur (CDU) et Premier ministre de la Rhénanie du Nord-Westphalie, l'une des régions les plus touchées. Sa gestion a été largement critiquée

Les élections législatives en Allemagne prévues le 26 septembre décideront du prochain gouvernement, donc du nouveau chancelier. Un « changement d'ère » après 16 ans de règne incontesté d'Angela Merkel. De quoi mobiliser les foules ? Pas tant que ça...



et il s'est grillé en se faisant filmer en train de pianoter sur son portable et de rigoler lors d'une commémoration pour les victimes. À tel point que c'est maintenant Olaf Scholz – du SPD – qui pointe en tête. Vice-chancelier de Merkel (qu'il se plaît à mimer – le ridicule ne tue pas !), son succès principal est d'avoir évité ce genre de gaffe. Ambiance... À l'issue du vote, il faudra probablement jouer au jeu de la coalition multicolore : une nouvelle « grande coalition » gouvernementale (SPD/CDU) ? Ou « rouge-rouge-verte » (parti de gauche, sociaux-démocrates et écologistes) ? Ou verte-noire (écologistes-conservateurs) ? Ou en « feu tricolore » rouge-jaune-vert (écologistes, sociaux-démocrates, libéraux) ? Les pronostics vont bon train et toutes les couleurs de l'arc-en-ciel y passent, qui ont du mal à faire oublier le gris terne de cette campagne.

Une campagne sociale plus colorée
Heureusement, l'actualité médiatique a été bousculée par plus encourageant ! Depuis juillet, des grèves à répétition paralysent les trains allemands. Sur fond de rivalités entre syndicats et d'attaques contre la pluralité syndicale qui autorise à des surenchères, le syndicat minoritaire GDL a appelé deux fois à deux jours, puis à six jours de grève très suivis. Les revendications de la direction syndicale sont timides : une prime covid revue à la baisse et des augmentations de salaires qui compensent à peine l'inflation. Mais la détermination des grévistes est forte. Ils se battent surtout pour des conditions de travail meilleures et le maintien de leur retraite complémentaire. Alors qu'ils ont travaillé pendant toute la pandémie, la Deutsch Bahn ne prévoit rien pour eux... tandis

qu'elle augmente grassement ses dirigeants ! Il est probable que de nouvelles grèves soient annoncées dans les jours à venir. En parallèle, de nombreuses manifestations dynamiques ont rassemblé des soignantEs à Berlin, pour des embauches et une convention collective commune à tous. Une grève a été d'abord interdite par la justice, mais un nouvel appel à la grève illimitée a été lancé depuis quelques jours sur les deux plus grands ensembles hospitaliers (Vivantes et la Charité). Et le jeudi 10 septembre, c'était une journée de grève des travailleurEs du commerce, ainsi que des mobilisations contre la hausse des loyers à Berlin et des manifestations importantes contre une nouvelle loi sécuritaire dans la région de la Ruhr. Le dirigeant de la GDL, Claus Weselsky, lui-même membre de la CDU, insinue qu'il faudrait voter écolo pour développer les chemins de fer... mais à la base, on n'attend pas vraiment de « sauveur suprême », quel qu'il soit. Et pour cause : à Berlin, c'est une coalition gouvernementale regroupant sociaux-démocrates, écologistes et gauche dite radicale qui interdit actuellement les grèves aux hospitalierEs et démantèle l'hôpital public. Interrogé sur Marx quelques mois avant la grève des cheminotEs, ce Weselsky disait : « Ça fait très lutte de classe ça, on n'a fait pas ça ici ». Ben si, ça s'est fait... **Dima Rüger**

Sur la pandémie, le bilan des deux gouvernements (Conte et Draghi) qui se sont succédé au cours des deux dernières années est totalement négatif, soit parce que les « zones rouges » n'ont pas été mises en place à temps, soit parce que l'on a abandonné trop tôt les fermetures et que l'on a remis en service petit à petit toutes les activités productives pour garantir la reprise des profits, mais aussi parce que l'on n'a pas pris les mesures nécessaires pour remettre en état la santé, l'école, les transports, en grande partie détruits par les coupes budgétaires des années précédentes.

Le premier des « No Vax », c'est le gouvernement
Aujourd'hui, la mise en place et la gestion du « Green Pass » sont utilisées par le gouvernement pour tenter de décharger sur la responsabilité individuelle de chacun le désastre produit par sa politique, et de permettre aux capitalistes de disposer de nouveaux moyens de chantage contre les travailleurEs. La rhétorique du gouvernement et des médias sur la « sécurité » est une pure hypocrisie parce qu'à cause de la précarité, de l'augmentation ininterrompue des cadences, de la suppression par les patrons des mesures de sécurité, des travailleurEs perdent la vie, tous les jours, sur leur lieu de travail. Le premier des « No Vax », c'est le gouvernement et son action contradictoire, avec l'impossibilité pour un million de migrantEs d'obtenir le vaccin, et le choix partagé avec les autres gouvernements européens

ITALIE La crise sanitaire se poursuit, les réactionnaires à l'offensive

La situation italienne se caractérise par la persistance de la pandémie (et par sa gestion par le gouvernement) et par l'offensive des forces patronales contre les classes travailleuses sur le terrain de l'emploi et des salaires pour concrétiser les projets de restructuration industrielle du « Recovery Plan » (plan de relance).



de sauver les profits de Big Pharma en empêchant la levée des brevets et donc l'accès aux vaccins pour la majorité de la population mondiale. Par ailleurs, la quasi-totalité des personnelEs de la santé et de l'éducation a été vaccinée et le pourcentage de l'ensemble de la population ayant déjà reçu la seconde dose est très élevé.

Les réactionnaires dans la rue
Dans cette situation, il ne doit y avoir aucune équivoque par rapport aux manifestations « No Vax » : ce sont des manifestations où s'expriment des idéologies réactionnaires, défendant de fausses libertés individuelles, alors que sont radicalement niées les libertés collectives et une vision solidaire

de la société et y compris, donc, les droits individuels et, d'abord, le droit à la vie ; elles sont organisées par des forces d'extrême droite ou directement fascistes, avec le soutien plus ou moins masqué des autres forces de la droite ; les participants viennent surtout des secteurs sociaux de la petite ou moyenne bourgeoisie, en particulier du secteur du commerce et de la restauration, caractérisés par un profond individualisme. La présence de forces d'extrême gauche se faisant des illusions sur les avantages qu'elles pourraient retirer de ces manifestations est tout à fait marginale. Les principales forces de la gauche radicale mènent au contraire à la fois une campagne de dénonciation des politiques gouvernementales et une campagne pour la garantie de l'accès aux vaccins pour toutes et tous, y compris les migrantEs ; elles participent aussi activement à la campagne européenne « Pas de profit sur la pandémie » qui demande la levée des brevets sur les vaccins. **Franco Turigliatto, traduction Bernard Chamayou.**

Version longue disponible sur notre site.

POLOGNE « Les soins de santé crèvent, soit vous les achevez, soit vous les sauvez »

Samedi 11 septembre, entre 30 000 et 40 000 travailleurEs des soins de santé ont manifesté à Varsovie. À l'issue de la manifestation, elles et ils ont occupé la rue en face du siège du Premier ministre, installé des tentes et annoncé que le mouvement va continuer jusqu'à la victoire.

C'est la première fois qu'une mobilisation aussi massive unifie les diverses corporations médicales et paramédicales – les infirmières et les sages-femmes (dont le syndicat OZZPiP a été à l'origine du mouvement) mais aussi les médecins, les internes, les ambulanciers, les kinésithérapeutes, les diagnostiqueurs... Même des directeurs des hôpitaux ont apporté leur soutien.

Un système de santé détruit
Le comité national de grève et de mobilisation des travailleurEs de la santé a formulé huit revendications, dont la modification immédiate de la loi sur la rémunération minimale des salariéEs des entités médicales, l'augmentation immédiate de 30 % du remboursement des frais de services médicaux et de 80 % de ceux des ambulancierEs, une nouvelle évaluation de tous les services, l'embauche de personnel supplémentaire, la garantie du statut de fonctionnaire public aux métiers médicaux, les congés pour séjour de santé après 15 ans de travail... La pandémie a mis en lumière les effets de la destruction du système de santé publique en Pologne. Sous-payé, le personnel médical vieillit : une infirmière a en moyenne 53 ans, un médecin hospitalier 51. Il y a en moyenne 5,2 infirmières pour 1000 habitantEs, alors que la moyenne de l'Union européenne est de 8,4. Les horaires du travail explosent : 300 à 400 heures par mois à l'hôpital, plus de 500 heures chez les ambulanciers. « Est-ce que les patients peuvent accepter un soignant fatigué, qui peut faire une erreur à chaque instant ? Nous sommes responsables de leur santé et de leur vie. » Les grévistes exigent un budget de la santé de 6,8 % du PIB (le projet du budget national pour 2022 propose 5,75 %). Les infirmières revendiquent un salaire brut mensuel équivalent à 1756 euros – il est de 768 euros actuellement.

Un exemple à suivre
« Monsieur, le Premier ministre, les soignants sont à la limite et l'état d'urgence dure en ce qui nous concerne depuis très longtemps », dit l'infirmière Dorota Gardias, qui préside la troisième centrale syndicale FZZ, faisant allusion à la décision du gouvernement d'imposer l'état d'urgence à la frontière biélorusse pour empêcher l'arrivée des demandeurs d'asile. « Je ne serais pas surprise que déployiez des barbelés autour des hôpitaux tout en remerciant dans les médias les soignants pour leur dur labeur ». Le comité de grève a refusé l'invitation au « dialogue » du ministre de la Santé et ne négociera qu'en présence du Premier ministre. Wojciech Szafraniec, qui dirige l'Entente des internes explique : « Récemment, les médecins n'arrivaient même plus à établir des certificats de décès. Beaucoup de gens pensaient que c'est de la faute des soignants. La société est désorientée depuis longtemps. Lorsque le gouvernement l'exhorte de se vacciner, les gens ne veulent plus l'écouter, ils ne comprennent pas ces messages. » Pour faire face, les soignantEs en Pologne se sont réunis dans la lutte. Un exemple à suivre, car la destruction-privatisation du service public de santé est en cours dans toute l'Union européenne. **Jan Malewski**



Pologne. Prendre aux politiciens, donner aux hospitaliers. DR

Ouverture à la concurrence: les grévistes de Transdev engagent la riposte

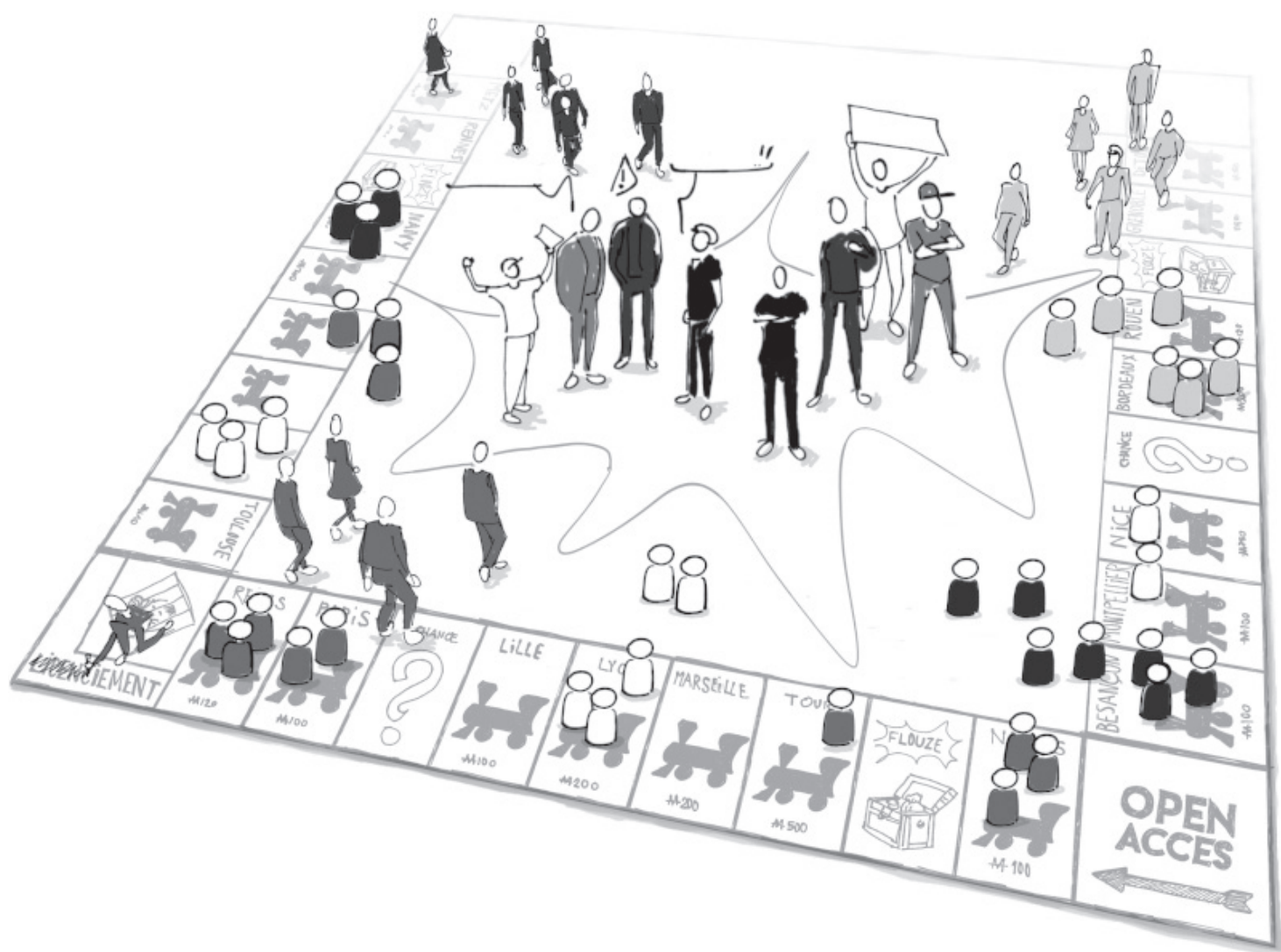
L'ouverture à la concurrence des transports publics, un vaste projet à rebours de l'histoire porté depuis des dizaines d'années par les gouvernements successifs, subit son premier test en situation réelle en Ile-de-France. Les appels d'offres par «délégation de service public» ont commencé : six lots sur quarante ont été attribués, dont trois remportés par le groupe Transdev: Valmy (95), Sénart et Melun (77). Les salariéEs concernés ont été transférés au 1^{er} août dans des filiales créées pour l'occasion – drôle de transfert puisque les lignes étaient déjà exploitées par Transdev...

La prétendue «ouverture à la concurrence» n'est que le stade suprême de la mainmise de trois monopoles publics sur tout le secteur: la SNCF et sa filiale bus Keolis, la RATP et sa filiale RATP Dev et Transdev, groupe de 83 000 salariéEs, détenu à 66% par la caisse des dépôts. Les appels d'offres obligatoires tous les cinq ans seront partagés en bonne entente entre les trois géants – mais seront le prétexte à tirer à chaque fois les conditions de travail vers le bas. Modèle de gestion capitaliste d'un secteur public! À l'issue d'un appel d'offres, le transfert du personnel est obligatoire dans une nouvelle filiale, même au sein du groupe. En cas de refus, c'est le licenciement ou la «mobilité». Exactement comme dans les entreprises d'autres secteurs où se multiplient les accords dits de performance collective (APC) : le faux choix entre la baisse de salaire, l'augmentation du temps de travail ou... la porte.

Le calendrier de cette attaque patronale est savamment étalé: cette année les réseaux de bus de la grande couronne parisienne, puis les bus et trams de la RATP, et plus tard les métros et RER. Les TER et les Grandes lignes commencent aussi à être concernés. Une avancée à tâtons qui traduit la crainte de réactions, notamment des travailleurEs de la SNCF et de la RATP qui ont donné du fil à retordre au gouvernement ces dernières années.

Mais ce sont les premierEs salariéEs concernés par cette offensive qui ont réagi, sans attendre. Premiers cobayes de cette expérimentation patronale brutale, les conducteurs de bus de Transdev dans le 77 sont en grève illimitée depuis début septembre. Le bras de fer a commencé.

EN LUTTE FACE AU GRAND MONOPOLY DE L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE DANS LES TRANSPORTS PUBLICS



Au 1^{er} août, les salariéEs Transdev des trois zones tests ont été transférés dans les filiales créées pour l'occasion. La région Île-de-France, à travers l'autorité organisatrice IDF Mobilités, a racheté tous les bus et construit quelques dépôts – capital fixe aux frais du contribuable. Les grands groupes du secteur se contentent de « l'exploitation », c'est le cas de le dire. Les conditions de travail et de rémunération deviennent la seule variable dans les appels d'offre : une course vers l'abîme.

Des «socles» plus bas que terre

À Vaux-le-Pénil, près de Melun (77), les conducteurs ont découvert un dépôt flambant neuf en même temps que leurs nouvelles conditions de travail. Changement cosmétique du nom de l'employeur – de « Transdev IDF Vaux-le-Pénil » à « Transdev Melun Val-de-Seine » mais bouleversement des horaires et des plannings.

Car le changement d'entreprise sur appel d'offres permet au patron de liquider tous les accords locaux, souvent produits des luttes passées. Retour brutal à l'une des conventions collectives du secteur, « urbain » ou « interurbain ». Ces accords de branche sont minimalistes, voire pire puisqu'ils contiennent une longue liste de dispositions inférieures au code du travail – service public oblige !

En novembre 2020, en prévision du big-bang à venir, Transdev a concocté un « accord-socle » au niveau du groupe en Île-de-France. Cet accord scélérat se

BRAS DE FER À TRANSDEV



contente de reprendre les dispositions au rabais de la branche, en y ajoutant seulement une prime « différentielle », une usine à gaz qui prétend compenser les pertes importantes en rémunération variable. C'est donc d'un côté l'aveu que les salaires vont baisser et de l'autre une tentative de division entre les anciens et les nouveaux embauchés qui n'auront pas ce « différentiel ». Mais il s'est trouvé quatre syndicats majoritaires pour le signer et seulement deux (CGT et Sud) pour le refuser.

Les barons vol'heures

Concrètement pour les conducteurEs de Seine-et-Marne ? Perte de la prime repas, perte de chèques vacances, carence allongée de trois à cinq jours,

diminution de moitié des rémunérations des dimanches et fériés, vol caractérisé sur les heures supplémentaires... Au total et suivant les services et l'ancienneté, de 3 000 à 6 000 euros par an en moins. Perte compensée en partie pour les anciens, mais sèche pour les nouveaux embauchés.

Mais le pire c'est l'introduction d'un temps de travail non payé : le « temps indemnisé ». C'est le temps passé hors du dépôt, dans le bus, sans rouler. Loin de sa voiture, de ses affaires personnelles, avec un véhicule sous sa responsabilité et souvent des clients à renseigner, sans doute loin d'imaginer qu'ils et elles s'adressent à un demi-bénévole. Ces temps ne sont plus décomptés dans le temps de travail. Adieu les heures

supplémentaires, bonjour les journées à rallonge!

Ce temps « indemnisé » à 50 % du taux horaire est du temps volé qui permet à la direction d'allonger les journées: les amplitudes vont régulièrement jusqu'à 13 heures. Certaines semaines, après 45 heures passées dans son bus, le conducteur est payé 35 heures.

Unifier et étendre la grève pour gagner

« Nos fiches de paie, c'est la NASA » : la complexité du calcul du temps de travail et des primes embrouille les revendications. À croire que c'est fait exprès. Cela entretient l'illusion de solutions techniques, locales, négociées dépôt par dépôt. C'est la stratégie du groupe Transdev dont le DRH a visité tous les dépôts en grève de la région, et entamé des discussions par site.

Mais les grévistes ne sont pas dupes. Ils savent que Transdev divise pour mieux régner. Ils savent aussi qu'ils sont les premiers d'une longue liste, que la SNCF/Keolis et la RATP ont regardé l'expérience avec appétit pour la généraliser... et que cette grève peut leur rester en travers de la gorge. Car le mouvement en cours est un encouragement pour touTEs les salariéEs des transports : ils et elles ont les moyens d'emporter ce bras de fer engagé par les grands groupes du secteur, à condition de s'unir quels que soient leurs statuts particuliers.



PAROLES DE GRÉVISTES, SUR LE PIQUET DE VAUX-LE-PÉNIL

Lundi 6 septembre:

«Là haut, c'est un cyborg»

À 4 h 30, installation du piquet de grève, sous les étoiles... «*Salariés en colère, chauffeurs à l'arrêt*». L'un d'eux : «*En dix ans de boîte, c'est la première fois que je vois autant de détermination*». Un autre : «*C'est ma première grève. À la télé j'en avais déjà vu, mais je voyais ça avec des 100 000 personnes. Là on est moins, mais on est déterminés*». Un délégué annonce : «*Vu qu'on est tous là, la directrice va sortir*». À quoi ça sert de lui parler ? «*C'est un cyborg*». Elle descend et l'indignation éclate : «*Ça veut dire quoi ne pas payer des heures de travail ? Et quand ma femme me demande quand est-ce que je travaille la semaine prochaine et que je ne peux pas lui répondre, c'est pas ça nous manquer de respect ?*» L'assemblée applaudit, la directrice transpire, dit qu'elle négociera avec les délégués. «*Ça concerne pas que les délégués, vous avez un micro, parlez-nous !*» Elle remonte.

Mardi 7 septembre:

«C'est trop dangereux»

Dénonciations des conditions de travail. «*En été, même s'il fait chaud, parfois on n'ose pas boire parce qu'on sait que ça va tomber dans la vessie, et qu'on n'a que trois-quatre minutes de pause. On ne peut pas laisser le bus n'importe où, donc parfois c'est impossible. Et la direction va directement sur de la sanction*». «*43 heures par semaine, c'est une vraie fatigue psychique. Ça peut même devenir dangereux. Quand on est fatigué, le bus c'est*



DR

une arme qu'on a entre les mains.

– Surtout quand on est du matin. On commence à 4 h 30, ça veut dire lever à 3 h 30 pour ceux qui n'habitent pas à côté. L'heure qu'ils ont rajoutée là, c'est pile l'heure à laquelle tu piques du nez. Même moi, je suis sportif, je m'endors. C'est trop dangereux... »

Mercredi 8 septembre:

«Notre force, c'est le collectif»

Une nouvelle banderole : «*Meilleures conditions ou révolution !*» «*Moi, vendre les tickets en conduisant c'est fini. Si un truc se passe mal à ce moment-là, on dira que tu regardais pas la route. Mais si tu prends le temps de l'arrêter, tu*

te mets en retard et c'est l'entretien disciplinaire, tu te fais allumer». La chaleur s'installe. «*On se bagarre pour les nouveaux embauchés aussi ! Les primes que les anciens ont gagnées, ça doit être aussi pour les nouveaux. Les différences de salaire, c'est pas normal, on fait le même métier*». Aller à nouveau discuter avec la directrice ? «*Pourquoi ceux de la délégation restent ? Ils devraient se lever, dire : vous avez quelque chose pour nous ? Non ? Alors on se lève. De quoi ils discutent ? C'est une erreur d'y être allé*». «*La prochaine fois, il faudra une assemblée générale. Comme ça on propose et on se met d'accord avant, au lieu de s'engueuler après*». »

Jeudi 9 septembre:

«Construire la grève»

La pluie et l'accès au dépôt interdit ? Mais «*c'est notre dépôt !*» Tout le monde veut rentrer, donc tout le monde rentre. Quelques grévistes discutent de s'adresser aux usagerEs. «*Quand t'arrives à la gare il y a rien qui vient des grévistes. Faut leur expliquer que c'est aussi pour eux qu'on fait grève*». Les réactions sont partagées sur les visites de collègues de la RATP ou SNCF. «*Ça nous regonfle. C'est bien... et pas bien. Il y a beaucoup de monde, mais c'est pas nous les grévistes qui discutons entre nous. Ils monopolisent le micro, et ça ne construit pas la grève*». »

Le vendredi 10 septembre:

«En grève pour des choses que le patron veut pas»

«*S'il n'y a pas de chauffeurs, il n'y a rien qui sort. C'est les ouvriers le nerf de la guerre. Mais il faudrait aussi des manifs avec des gens normaux, enfin je veux dire des chômeurs et d'autres salariés, ça ferait bouger les choses*». Comment faire ? «*Ça manque de coordination. Mardi 14, il y a un rassemblement. Il y a des choses qui vont s'y jouer, est-ce que les gars des autres dépôts vont venir ? Il faudrait qu'on ait les mêmes revendications pour qu'ils ne nous fassent pas reprendre un par un*». Un non-syndiqué prend la parole. «*Il n'y a rien à*

négocier... Moi je suis en grève pour demander des choses que le patron ne veut pas !» Un autre : «*On a déjà gagné. En fait on a tout gagné, puisqu'on a gagné notre propre estime. Ils ont essayé de nous enfoncer et on a relevé la tête. On a reconstruit un truc qui n'existait plus, on se parle*». »

Lundi 13 septembre:

«Effet "boule de feu" ?»

Des questions : «*C'est bizarre, ça fait une semaine qu'il n'y a plus un seul bus à Melun, pourquoi personne n'en parle dans les médias ? Il faut être son propre média*. – Exactement ! » Un gréviste remarque dans un tract signé «*La CGT, RATP bus*» la phrase : «*L'extension de la grève aux dépôts de bus de la RATP modifierait le rapport de forces en notre faveur*» : «*C'est bien dit !*» «*Il faudrait que les représentants des grévistes de tous les dépôts se retrouvent pour faire des revendications ensemble. Sinon le DRH va aller de dépôt en dépôt et essayer de les faire reprendre un par un*». »

Après l'intervention, chaudement accueillie et applaudie, d'Olivier Besancenot, un gréviste prend le micro. «*Il faudrait peut-être faire un tract, qui donne nos revendications. Pour les usagers, pour qu'ils sachent pourquoi on fait grève, mais aussi pour les collègues. Montrer qu'on est la même grève !*» Un autre répond : «*Ici à Vaux-le-Pénil, la grève est forte et on a des revendications hautes [...]. Il faut qu'on reste déterminés ici, on lâche rien !*» Il est applaudi. Les grévistes ont l'après-midi pour s'emparer de la question : vaut-il mieux se replier sur un bastion solide, ou tendre la main à d'autres dépôts en difficulté ? Si Transdev, la SNCF, Keolis, la RATP, etc., faisaient une chaîne, «*ça pourrait faire "effet boule de feu"*», lâche un gréviste...

À en croire les commentateurs de la presse et du monde politique, une petite révolution viendrait d'avoir lieu dans le monde du train : Transdev vient de ravir une ligne de transport de voyageurs à la SNCF, dans le sud de la France, et pas la plus petite puisque c'est la ligne Marseille-Nice. Aller-retour avec probablement pas mal de retour sur investissement. On nous promet des trains à l'heure, des gares mieux desservies, plus de trains par jour et autres monts et merveilles. Comment ? Avec plus de personnels ? Plus de moyens ? Non ! Avec plus de polyvalence et plus de compétitivité !

Profits, profits...

Et gageons que la direction de la SNCF, qui a perdu le marché, va s'en servir pour faire davantage pression contre nos conditions de travail et de salaire. Encore un coup de collier si on veut emporter les appels d'offres. Avec ces vieilles recettes en cours depuis bien longtemps à la SNCF qui consistent à demander toujours plus aux travailleurEs pour plus de productivité. On se demande si en guise de révolution, tous ces gens-là n'ont pas surtout fait un tour sur eux-mêmes ! Dans l'appel d'offres qui vient d'être remporté par Transdev, on

TRANSDEV REMPORTE LE MARSEILLE-NICE

parle de 166 cheminotEs concernés. Ce sont donc 166 collègues qui demain feront le même boulot pour un autre patron. Plus de trains, nous dit-on ? Mais déjà aujourd'hui dans pas mal de régions des centaines de trains sont supprimés chaque jour par manque de personnel. Alors derrière ces belles promesses, il n'y a que du flan ! Les patrons peuvent changer la marque et les logos des trains, il n'en reste pas moins que ce sont les travailleurEs qui les font rouler. Et pour ça, nous avons besoin d'être plus nombreux. Des embauches et vite !

La SNCF a versé quelques larmes de crocodile

Mais c'est pour le communiqué. Cette ouverture à la concurrence, c'est d'abord la direction de l'entreprise qui l'a voulue. Elle peut perdre quelques appels d'offres... et en remporter beaucoup d'autres. Et ceux qu'elle remportera, ce sera par le biais de filiales qui lui permettront de régulariser ce qu'elle impose déjà partout : l'augmentation de

la productivité sur le dos des cheminotEs. La SNCF n'a que faire du service public. Ça c'est la com' pour les jours de grève, quand elle voudrait que les cheminotEs culpabilisent de lutter pour leurs conditions de travail. La SNCF se comporte comme n'importe quel patron, comme ce qu'elle est : une multinationale de 1200 filiales dans le monde qui veut faire du profit ! Alors pour les travailleurEs du chemin de fer, face à ce grand Monopoly de l'ouverture à la concurrence qui commence, il va devenir vital de rester unis pour nos intérêts – qui sont aussi ceux des usagerEs. Une gare aux multiples services et métiers, et la somme des gares et chantiers, soit un réseau de chemins de fer qui couvre tout le territoire, des transports intégrés avec les bus, métros et trams dans les agglomérations, c'est comme une immense usine aux multiples ateliers : des cheminotEs nombreux et soudés avec touTEs les travailleurEs du transport contre les sales coups patronaux, c'est une question de vie ou de mort !

CONCURRENCE ENTRE PATRONS, MAIS SOLIDARITÉ ENTRE TRAVAILLEUR·E·S EN LUTTE !

Malgré l'absence de couverture médiatique de la grève de Transdev, le conflit est scruté dans le monde du transport – par les patrons des grands groupes et par les travailleurEs du secteur. C'est le rapport de forces pour les années à venir qui est en train de se jouer. C'est pourquoi des militantEs de la RATP, de la SNCF ou de Keolis ont commencé à tisser des liens avec les grévistes en se rendant sur les piquets où ils ont été bien accueillis.

Travailler à l'extension de la grève

Pour avoir les meilleures chances de l'emporter, la grève doit s'étendre. Rien que la menace de faire tache d'huile, rien que des tentatives des grévistes de s'adresser à d'autres, seraient un frein au projet patronal. Pour cela, il est important que les objectifs soient le plus clairs

possible. Car les pièges sont nombreux. Le premier écueil est le repli sur soi, l'illusion de pouvoir échapper à l'offensive ou limiter la casse sur son périmètre. Chacun sur son dépôt, avec son accord local. Ou chacun dans sa boîte : la SNCF avec son «*décret socle*», Transdev son «*accord socle*» ou la RATP avec son «*cadre social territorialisé*». C'est oublier que l'objectif même de cette mise en concurrence factice est de baisser les conditions de travail de tous les secteurs, l'un après l'autre. Autre impasse, agitée par les partis de gauche : faire porter la responsabilité exclusivement aux présidents de région, surtout quand ils sont de droite. Il est vrai qu'en Île-de-France par exemple, Valérie Pécresse s'illustre par ses propos anti-grève et son zèle dans la promotion de la concurrence. Mais ce serait oublier que le système des appels d'offres existe depuis longtemps dans bien des

régions de gauche qui organisent sans ciller la concurrence entre travailleurEs du transport. Les bénéficiaires de l'ouverture à la concurrence sont les grands groupes du transport. Ce sont eux que les travailleurEs du secteur devront affronter, touTEs ensemble s'ils veulent avoir une chance de l'emporter. Il est donc avant tout nécessaire de parler un langage commun de revendications générales compréhensibles par tous, qui rendent concrète l'idée d'aligner les conditions sur le meilleur de ce qui existe et non sur le pire, par le haut et non par le bas. Celles-ci seront précises dans le feu de l'action mais elles impliquent : le paiement à 100% de toutes les heures passées au travail, des embauches massives pour alléger et simplifier les horaires et assurer aux salariéEs une vie personnelle et familiale digne, des augmentations générales et l'intégration des primes au salaire.

SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF
Les grévistes de Sanofi
veulent des garanties
pour l’avenir



DR

Aux origines de la grève démarrée le 6 septembre avec le soutien des syndicats CGT et Sud-Chimie, se trouve le vaste plan de restructuration de Sanofi mis sur les rails avec l’arrivée à sa tête de P. Hudson en 2019.

De ce plan destiné à réaliser 2 milliards d’économies, l’aspect le plus connu est la programmation de 1700 suppressions d’emplois en Europe, dont 1000 en France. En mars dernier une montée sur Paris des salariéEs du groupe dénonçait notamment le scandale du massacre de 400 emplois dans le secteur de la recherche à l’heure du covid.

Externalisation de sites : inquiétudes à Saint-Aubin
C’est un autre aspect du plan de restructuration de Sanofi qui mobilise les grévistes de Saint-Aubin (Seine-Maritime, site de 300 salariéEs). Sanofi veut externaliser dans une structure autonome baptisée EuroApi six de ses sites européens de production de principes actifs (molécules à la base de la fabrication de médicaments), dont Saint-Aubin et Vertolaye (Puy-de-Dôme). Une entrée en bourse en 2022 cristallise les inquiétudes. Sanofi ne conserverait que 30 % du capital, avec de nouveaux investisseurs pour les 70 % restants. Mais quid des intentions pour l’avenir de ces nouveaux actionnaires ?

Ne pas être les dindons de la farce
C’est la question de la pérennité du site et de ses emplois qui est à l’origine d’une mobilisation qui prend la forme d’une heure de grève quotidienne en fin de poste, et de rassemblements devant l’usine, au cours desquels la grève est votée/reconduite. Les grévistes veulent des garanties pour l’avenir de leur site. Celui-ci est en partie vieillissant : que Sanofi s’engage sur les investissements nécessaires à sa rénovation ! Le groupe, qui a affiché des profits records en 2020 en a largement les moyens. Les grévistes veulent aussi des garanties sur l’emploi et les reclassements chez Sanofi dans le cas où le projet EuroApi connaîtrait des difficultés dans l’avenir.
Correspondant

PSA MULHOUSE
La pénurie, l’exploitation et la colère

La crise des semi-conducteurs qui bloque les chaînes automobiles est mondiale. Tous les constructeurs sont impactés. De nombreuses usines voient leur production freinée, voire carrément interrompue à cause du manque de puces électroniques, désormais essentielles dans la production de voitures. Le retour à la normale n’est pas pour demain, et les capitalistes du secteur entendent bien maintenir leur profits en faisant payer le prix de cette pénurie aux travailleurEs.

Portés par la reprise et arrosés d’argent public, les constructeurs auraient pourtant largement de quoi compenser l’impact du manque de pièce en piochant dans leurs réserves. Un exemple : les profits de Stellantis (PSA/Fiat/Opel/Chrysler/...) atteignent des records cette année : 6 milliards d’euros rien que pour le 1^{er} trimestre 2021 ! Si les actionnaires se réjouissent des progrès de la marge opérationnelle (11,4 %), cette surexploitation ne laisse pas le même goût aux salariéEs. Un témoignage sur cette politique patronale à l’usine PSA Mulhouse.

SalariéEs jetables
Sur le site de Mulhouse, depuis le retour des congés d’été, l’aggravation de la crise des semi-conducteurs a eu pour conséquence de repousser la création d’une nouvelle tournée pour le lancement de la nouvelle 308. Les conséquences les plus terribles ont été pour les intérimaires. Ce sont ainsi près de 400 intérimaires à peine formés ou en train de l’être qui ont été virés en une semaine. Des intérimaires de la région, mais également certains venus parfois de très loin comme de nombreux migrants soudanais que Stellantis a fait venir des quatre coins de la France et qui avaient l’espoir d’un travail et d’une vie meilleure. La direction ne s’est pas souciée du prix que cet espoir leur a coûté : vie personnelle, déplacement, logement, etc. C’est le même sort qu’ont subi il y a quelques jours la cinquantaine de travailleurs italiens d’une usine Fiat de la région de Naples, « prêtés » sur le site. Certains venaient tout juste d’arriver. La direction avait promis du travail au moins jusqu’à la fin de l’année. Précaires



DR

ou nomades de l’industrie sont jetés comme des kleenex. De nombreux et nombreuses salariéEs ont été choqués par les méthodes de la direction. Sur le site de Sochaux par exemple, jeudi 9, après l’annonce du renvoi de 650 intérimaires et des mutations forcées de 200 travailleurEs pour les remplacer, deux débrayages d’une vingtaine de travailleurEs ont eu lieu sur chaque tournée pour protester contre les décisions de la direction.

Accélération des cadences
Il est d’ailleurs question maintenant de faire venir des travailleurEs du site de Sochaux, à 70 kilomètres de Mulhouse, où la direction vient d’arrêter une équipe de nuit et s’apprête à faire tourner l’usine sur une chaîne. Il se dit que s’il n’y a pas suffisamment de « volontaires », ce serait des mutations forcées... avec menace de licenciement si les salariéEs n’acceptent pas. La pénurie de semi-conducteurs n’entraîne pas seulement

l’augmentation des journées chômées pour de nombreux secteurs de l’usine, mais également l’aggravation des conditions de travail. En effet, lorsqu’ils reçoivent leurs semi-conducteurs, c’est la course ! Et tous les samedis

sont annoncés comme travaillés, tout comme les rallongements d’horaires sont devenus la norme, 10 minutes de plus chaque jour, pré-production, augmentation des vitesses de lignes... Plusieurs postes en chaîne risquent d’être supprimés, alors même que la production va passer de 52 à 55 véhicules/heure, soit du temps en moins pour faire le même travail ! Alors qu’on est sur le lancement d’un nouveau véhicule avec la 308, la direction privilégie les gros modèles, sur lesquels elle fait le plus de marge : la DS7 Crossback et la 508, les SUV et les hybrides. Mais c’est sur ces véhicules qu’il y a le plus de travail ! Nos postes déjà surchargés sont tout simplement intenables. Pour Stellantis, nos vies et notre santé ne valent que tant qu’elles rapportent du profit. Mais si l’écœurement prime pour le moment, il ne manque pas grand-chose pour que celui-ci se transforme en colère.

Correspondant



HÔPITAL L’ARS Bretagne peut nuire gravement à la santé

Les syndicats CGT des hôpitaux du GHT7 Armor (Groupement hospitalier de territoire) ont tenu jeudi 9 septembre une conférence de presse dans les locaux de l’UD CGT des Côtes-d’Armor, pour dénoncer ce qui s’apparente à une énième entreprise de casse du service public hospitalier.

Les trois unions locales du Trégor-Goëlo s’étaient associées à la démarche : Lannion, Guingamp, Paimpol ainsi que l’USD (Union syndicale départementale) Santé 22 dans un souci d’apporter une réponse collective et cohérente à ce qui ressemble à une casse programmée de l’hôpital public.



NPA

L’ARS (Agence régionale de la santé) Bretagne a chargé Bruno Rosetti (vice-président du Conseil national de l’investissement en santé) de mener un travail sur la restructuration des hôpitaux.

Notre santé en danger
L’ARS demande donc à Rosetti de faire des propositions dans ce qui apparaît plus comme une lettre de cadrage que comme une lettre de mission. Rosetti qui appartient à un cabinet privé d’experts n’a aucun état d’âme et lors des deux rencontres avec les représentants du personnel il a bien montré son total mépris. Et

il sera payé avec de l’argent public ! Il va donc rendre un avis sûrement très intelligent fin septembre après une brève rencontre avec quelques élus, députés, sénateurs, présidents des conseils de surveillance, les maires de Lannion et Pabu, les représentants du personnel, mais pas ceux de Paimpol. Il n’aime sans doute pas l’air de la mer. Et les présidents des CME (Commission médicale d’établissement). Circulez, pas de temps à perdre. Tout ce petit monde, ARS, Rosetti et élus travaillent donc pour les cinq prochaines années pour réduire

encore plus l’accès aux soins, en pleine pandémie, et diminuer personnels et crédits alloués à notre santé. Il va falloir mobiliser personnels et population de tout le GHT 7, c’est-à-dire aussi sur Saint-Brieuc, car son hôpital ne pourra pas absorber tous les soins qui ne seront plus dispensés sur les trois autres sites. Et cette mobilisation ne pourra pas se décréter mais nécessitera un gros travail de préparation et de construction autour de la réponse aux besoins sociaux des populations et des personnels de toutes les catégories.

CorrespondantEs NPA 22

UNIVERSITÉS
Contre la sélection, les « sans-fac » ne se laissent pas faire

Après une année particulièrement difficile, entre pertes d’emploi et cours en distanciel, la jeunesse scolarisée se retrouve encore une fois confrontée au manque de places dans l’enseignement supérieur, conséquence directe du manque de moyens alloués aux universités, accentué cette année par une baisse de budget de 188 millions d’euros. Le manque de places en Master a été particulièrement médiatisé ces derniers mois et, pour que les hashtag se transforment en mobilisation concrète sur les universités, il est nécessaire de s’organiser au sein des universités.

La sélection n’est pas un problème nouveau à l’université, renforcée depuis plusieurs années par l’instauration de la sélection à l’entrée

du master, la mise en place de Parcoursup, la hausse des frais d’inscription pour les étudiantEs étrangers... mais elle ne doit pas pour autant être considérée comme

VENDÉE

Chez STEF, on n'aime pas les syndicalistes

Quand les délégués syndicaux font leur boulot, tous les moyens sont bons pour la direction.

Vendredi 10 septembre, site de l'entreprise STEF (transport du froid), 200 employéEs aux Essarts (Vendée). Une manif d'une trentaine de salariéEs a lieu dans l'enceinte même de la boîte : panneaux, pancartes, slogans... Ce réveil revendicatif est tardif, mais spectaculaire. D'autant plus inédit qu'il comporte un seul mot d'ordre : le départ immédiat des deux délégués syndicaux CGT présents sur site, Mehdi Khechirem et Yoann Jadaud... qui filment la scène.

Délégués syndicaux dans la viseur

Il faut avouer que Yoann et Mehdi sont pénibles. En 2013, dans ce désert syndical, ils mettent en place la CGT. Très vite, les conquêtes sociales s'enchaînent. Trop vite, sans doute : la direction répond en

mettant en place la CFTC – les syndicats maison sont une politique de groupe, chez STEF, peu importe l'étiquette. Celle-ci finit par ravir à la CGT sa première place aux élections, même si la centrale reste majoritaire dans le collège ouvrier. Minoritaires, Mehdi, Yoann et leurs camarades continuent la lutte. Au début de cette année, plusieurs salariéEs ultramarins et issus de l'immigration se plaignent auprès de la CGT du racisme régnant dans l'entreprise. Yoann et Mehdi enquêtent, rédigent un rapport accablant, demandent des comptes à la direction, qui refuse de leur répondre... et les licencie en juin. Entretemps, les salariéEs victimes de racisme, écoeurés par l'inertie de l'entreprise, la quittent (arrêts maladie, mutations...). Cet été, la direction de STEF Vendée a donc pu passer d'excellentes vacances, avec le sentiment du

devoir accompli : les délégués syndicaux dénonçant le racisme licenciés, les victimes chassées. C'était sans compter sur l'inspection du travail : le 8 septembre, dans un rapport extrêmement sévère, elle fustige la direction, le syndicat CFTC, souligne la qualité du travail de Yoann et Mehdi, et les réintègre dans l'emploi. L'arme du droit était donc épuisée.

Manifestation... de cadres

Il restait l'aventurisme illégal : une manifestation de salariéEs. De qui parle-t-on ? De près de trente cadres, dont la totalité des chefs de service, et de trois ouvriers. Yoann et Mehdi ont filmé toute la scène : on aperçoit clairement un salarié entièrement cagoulé. Un juge d'instruction se fera sans doute un plaisir de chercher qui se cache sous la cagoule... La direction et son syndicat CFTC, tout en qualifiant cette manifestation de

« spontanée », lui apportent leur plein soutien. Piétiner à la fois le droit syndical – inscrit dans la Constitution – et une décision administrative, celle de l'inspection du travail, exige sans doute, ne serait-ce qu'eu égard au risque pénal, le soutien du groupe STEF.

Pour notre part, nous soutenons Mehdi et Yoann. Ce qui leur est arrivé est à la fois grave et historique, au sens où de telles manifestations antisyndicales ont été rarissimes les vingt dernières années. Elles sont encore plus inquiétantes dans le climat actuel, où le recul des droits syndicaux concorde avec une offensive de l'extrême droite sur tous les plans. La cagoule face aux syndicalistes combattant le racisme fut jadis plus qu'un vêtement : une organisation. Solidarité avec Yoann et Mehdi, contre le racisme, et pour l'égalité !

Correspondants

PROCÈS POUR SOLIDARITÉ Soulagement pour « Les sept de Briançon »

Sept militantEs solidaires avaient été condamnés en 2018 par le tribunal correctionnel de Gap à des peines de prison avec sursis pour « aide à l'entrée en France de migrants ». Devant la cour d'appel de Grenoble, ils et elles ont finalement été relaxés le 9 septembre 2021.

Seul un parmi elles et eux a éclopé de quatre mois de prison avec sursis pour « rébellion », ainsi que d'une amende de 300 euros, au titre du préjudice moral, pour chacun des sept policiers qu'il accuse pourtant de l'avoir tabassé... Ceci s'ajoute aux frais de justice engagés jusqu'à maintenant (40 000 euros), qui ont déjà fait l'objet de plusieurs cagnottes solidaires.



COMITÉ DE SOUTIEN

Une victoire... relative

Il s'agit bien d'une victoire et d'un soulagement, autant que d'un encouragement pour la suite des actions humanitaires dans le Briançonnais. D'après un relaxé : « [Cette décision] va encourager des gens à venir nous aider à Briançon, où la situation se dégrade ». Mais la satisfaction est évidemment relative, étant donné le fait qu'une peine a quand même été prononcée suite à des poursuites pour solidarité ! Selon les mots de l'avocat de l'association Tous migrants, qui porte cette affaire : « C'est une satisfaction judiciaire mais qui est aussi une anomalie, car il n'y aurait jamais dû avoir de poursuites. [...] Il ne faut pas oublier les poursuites disproportionnées et leurs effets, que la relaxe n'effacera pas. »

Le comité de soutien aux 3+4 de Briançon tente, dans son dernier communiqué, de dresser le bilan des faits et des désagréments subis depuis plus de trois ans : « Une marche antifasciste, une police aux frontières, des magistrats, un sous-préfet, des ordres, des arrestations, un passage à tabac, des incarcérations, des exiléEs, des doudounes bleues leur courant après... Des montagnes, des cols, de la neige, des drones, des tenues camouflages, encore des arrestations, un refuge, un repas, une nuit, un train... Des sourires, une partie de football, des pleurs, une engueulade de plus... Un coup de fil, des contrôles, des coups, des cris, des pieds gelés, une ambulance, quelques regards... Une nuit, une chasse à l'homme, des lampes, des armes, une rivière, un corps immergé... Une plainte, un classement sans suite, une plainte, un non-lieu, des mensonges, beaucoup de mensonges... Un discours, deux ministres, une circulaire... Une élection, un déménagement, de la fatigue, beaucoup de fatigue... beaucoup trop. »

Mais cette affaire n'est pas tout à fait finie pour tout le monde, l'instruction concernant la plainte pour violence policière venant de débiter en juillet. Les flics vont-ils devoir rendre l'argent ?

CorrespondantEs

TCL (TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS)

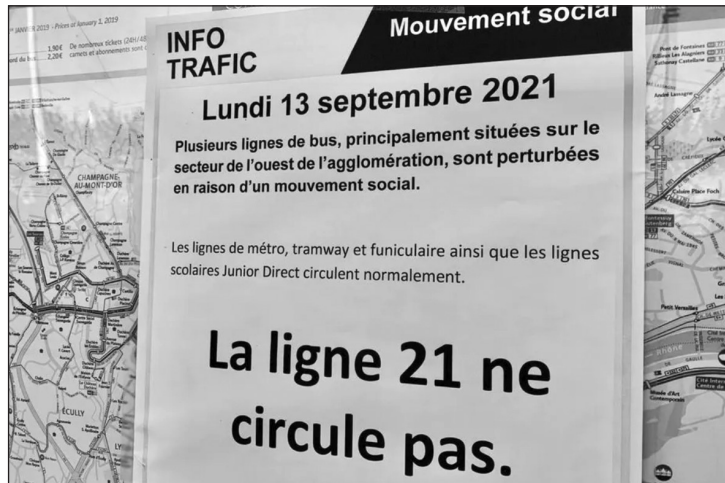
Un premier round qui en appelle d'autres

Ras-le-bol des violences contre les conducteurEs et de la dégradation des conditions de travail.

Lundi 13 septembre, quatre heures du matin. Les conducteurEs en grève du dépôt de bus de Perrache se regroupent. Ils sont une trentaine, mais sur le dépôt, on compte entre 70 et 80 grévistes. « Et plus de 110 à Vaise ! », un autre dépôt. Pas mal pour une première journée ! D'autant que cela fait longtemps qu'il n'y en avait pas eu une comme ça, venant de la base.

Salaires rognés, pression permanente

Quatre coups de feu tirés sur un conducteur le 1^{er} septembre ont déclenché la grève. Heureusement, il n'est pas blessé, mais ras-le-bol des violences contre les conducteurs. Alors contre les actes de ce genre, il n'y a pas grand-chose à faire. Mais pour la multitude d'agressions qui pèsent sur le quotidien, c'est autre chose. Car les plannings de la direction planifient surtout les



DR

retards et la surcharge des bus... et donc le stress des passagerEs qui n'arrange pas les choses, bien au contraire. Telle ligne est en « horaires vacances » depuis début septembre. Les bus sont moins fréquents et le temps pour parcourir la ligne, donc le temps payé au

conducteur, plus resserré. Une mesquinerie de Keolis Lyon, la filiale qui exploite le réseau et les conducteurEs, dont elle rogne ainsi les salaires tout en organisant un retard permanent. Et les mesquineries de ce genre s'accumulent : le nouveau logiciel Hastus qui fait disparaître les

heures supplémentaires, les roulements qui changent à la dernière minute, les pauses qui ne sont plus payées au-delà de 30 minutes, les services « mixtes » (en deux fois ou plus) qui se multiplient, avec des 12h, 13h voire 13h 30 d'amplitude. Et puis le sous-effectif permanent. Et la pression mise sur les conducteurs pour dépanner.

Huit heures du matin. Les grévistes de Perrache rejoignent ceux de Vaise. Il y en a aussi de la Soie, un dépôt à l'est de la métropole. Plus de cent grévistes de différents dépôts échangent. Certains ont entendu parler de la grève à Transdev, en région parisienne¹ : ici comme là-bas, ce sont les mêmes problèmes ! Le prochain rendez-vous est donné pour le 20 septembre. Il faudra mettre dans le coup les dépôts qui n'étaient pas en grève cette fois-ci. Le mot tourne déjà...

Correspondant

1 – Voir le dossier pages 6-7.

une fatalité. En effet, depuis plusieurs années des campagnes pour l'inscription des étudiantEs refusés par les différentes plateformes de sélection s'organisent et permettent de combattre localement les politiques de sélection appliquées par les directions des universités.

Mobilisation face aux directions d'université et au gouvernement

Depuis le mois de juillet, à Nanterre, Lyon, Lille, Grenoble, Le Mans, des militantEs de l'Unef ont recensé des centaines de jeunes sans affectation et les ont mis en contact afin qu'ils s'organisent en assemblée générale et exigent l'ouverture de places. D'autres organisations telles l'UET à Toulouse ou Solidaires étudiantEs à Montpellier militent dans le même sens. À Nanterre, un premier rassemblement la semaine dernière a réuni une centaine d'étudiantEs et les

assemblées générales réunissent plus d'une centaine de personnes déterminées à ne pas laisser la pénurie budgétaire les empêcher d'étudier.

Les « sans-fac » décident collectivement des modalités de la mobilisation et cherchent à instaurer, par l'interpellation offensive de la direction de l'université, le rapport de forces à même de leur permettre d'obtenir satisfaction sur leurs revendications. Les années précédentes ces campagnes ont permis d'arracher des places à l'université pour de nombreuses personnes, grâce à leur détermination et au caractère collectif de leur lutte.

L'année qui vient de s'écouler a mis en évidence aux yeux de nombreux et nombreuses étudiantEs le fait qu'il n'y avait rien à attendre du gouvernement et que les queues pouvaient s'allonger devant les distributions alimentaires sans qu'aucune aide financière ne soit



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

apportée. L'application de la sélection à l'intérieur même des années de licence avec la suppression de droits étudiants fait également l'objet d'un important

mécontentement au sein des universités ; aucune mesure conséquente n'a été prise pour empêcher un retour en distanciel si la crise sanitaire venait à s'aggraver

de nouveau : amphis bondés, aucune embauche de personnel supplémentaire, pas de possibilité de respecter les gestes barrières...

Auto-organisation, détermination et confiance

Malgré l'absence de véritable perspective de lutte proposée par les directions des syndicats, une mobilisation nationale pour défendre et gagner de nouveaux droits étudiants est à la fois nécessaire et possible alors que la colère et l'absence de confiance dans le gouvernement n'ont jamais été si fortes. La mobilisation des « sans-fac » montre, à son échelle, que faire coïncider auto-organisation, mobilisation autour de revendications concrètes, détermination et confiance dans la possibilité de gagner, permet de remporter des victoires.

Victor Mendez

l'Anticapitaliste

Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet
ABONNEZ-VOUS!

diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org



NPA
ON SERA LÀ!



AVEC PHILIPPE POUTOU
OUVRIER AU CHÔMAGE, CANDIDAT
ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG - LANTICAPITALISTE.ORG

l'Anticapitaliste la revue

Le n°128 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Un peu de pluie, beaucoup de soleil, des allées moins bondées que les précédentes années en raison des restrictions sanitaires, mais plusieurs dizaines de milliers de personnes néanmoins : une fois de plus, la fête de l'Huma a été un rendez-vous militant important de la rentrée. Et comme lors des précédentes années, le NPA a tenu, conjointement avec la librairie La Brèche, un stand où ont été organisés différents rendez-vous politiques... et festifs.

Un lieu de rencontres et de débats

Le stand du NPA a ainsi été un lieu de rencontres durant les trois jours de la fête de l'Humanité, et plusieurs débats ont été organisés : avec Olivier Besancenot, autour de l'ouvrage qu'il a co-écrit avec Michael Löwy, *Marx à Paris, 1871 : le cahier bleu de Jenny*, à l'occasion du 150^e anniversaire de la Commune de Paris ; avec notre camarade Julien Salingue et Oriane, militante à Paris d'Exil, à l'occasion des 20 ans du 11 Septembre, où l'on a parlé de nos tâches internationalistes et anti-impérialistes ; avec l'historienne Ludvine Bantigny, à propos du livre qu'elle a co-écrit avec Ugo Palheta, *Face à la menace fasciste* ; et avec nos camarades de l'USTKE et du Mouvement des jeunes kanak en France (MJKF), avec la perspective du troisième référendum d'indépendance en Kanaky/Nouvelle-Calédonie, organisé le 12 décembre prochain.

Autre temps fort avec le « mini-meeting » de Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle de 2022, au cours duquel Pauline Salingue, du secteur santé du NPA, et Éloïse, du secteur jeunes, sont également intervenues. L'occasion pour le NPA de porter sa voix et ses propositions, de rappeler entre autres la nécessité de penser le « moment électoral » comme n'étant pas coupé du reste de nos interventions, et notamment de la nécessaire construction des mobilisations, mais aussi de souligner à quel point le

niveau de crise globale du capitalisme et les dangers qu'il fait peser sur l'humanité et la planète imposent des réponses radicales, révolutionnaires, et pas des demi-mesures compatibles avec un système qui nous emmène à notre perte.

La culture, la fête, la lutte

Lieu de rencontres, le stand du NPA a aussi été un lieu de culture, avec l'espace de la librairie La Brèche, où chacun·e a pu prendre connaissance des récents (et moins récents) ouvrages s'inscrivant dans le champ des idées et des débats du mouvement ouvrier et de la pensée critique, dans toute leur diversité. La Brèche a d'ailleurs vendu une grande quantité de livres, une bonne chose pour une librairie indépendante elle aussi

victime de la situation sanitaire et sociale, et un bon signe quant à l'intérêt porté aux ouvrages offrant analyses et propositions permettant de « comprendre le monde pour le transformer ».

Enfin, notre stand a été un lieu de fête, avec les désormais cultissimes soirées « Marx, Engels, Lénine et Beyoncé », animées par notre camarade Tarik, et au cours desquelles la vigilance collective est de mise afin que chacun, et surtout chacune, puisse faire la fête en toute liberté, sans subir les comportements particulièrement oppressifs qui sont malheureusement de mise dans bien des événements festifs de la fête de l'Huma.

Au total, un NPA bien présent dans une fête qui a une nouvelle fois été

un succès : un encouragement à poursuivre le combat et à soutenir les luttes, nombreuses, qui ont gagné en visibilité durant la fête. Mais aussi une étape dans les discussions, nécessaires, dans la gauche radicale, sociale et politique, pour relever la tête, faire face au rouleau compresseur Macron, à la menace de l'extrême droite, et offrir des perspectives politiques crédibles. La popularité de notre camarade Philippe Poutou s'est vérifiée lors du meeting et des rencontres qu'il a faites durant la fête : de toute évidence, le candidat Roussel et certaines de ses positions ne font pas l'unanimité, et beaucoup regardent vers nous et nous remercier de tenir bon. Promis : on ne lâchera rien !

Correspondant

Fête de l'Humanité**Le NPA bien présent!**

Une fois encore, le NPA a tenu un stand durant les trois jours de la fête de l'Humanité à La Courneuve. Et malgré des restrictions liées à la situation sanitaire, le moins que l'on puisse dire est que, au sein de ce qui demeure une fête populaire où se retrouvent des dizaines de milliers de sympathisantEs de la gauche, plus ou moins radicale, notre stand a connu un succès d'apparition.



Le NPA fête de l'Huma 2021... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

#Poutou2022

Recherche des parrainages : récit d'une semaine de tournées en Poitou-Charentes

Du 7 au 11 septembre, plusieurs équipes de militantEs ont sillonné les routes de la Vienne et de la Charente afin de convaincre des éluEs de parrainer Philippe à l'élection présidentielle.



discussions se transformeront en parrainages car l'argument de la nécessité que notre parti politique soit présent à la présidentielle, par souci de pluralisme et de démocratie, est un argument que les maires entendent. Et ils et elles savent que les candidatEs des grands partis n'ont pas besoin de leurs parrainages.

Mener campagne

Un autre point à souligner est l'utilité de mener campagne. Philippe est venu soutenir la mobilisation contre les méga-bassines, projet néfaste dans les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres, de la Charente et de la Charente-Maritime. D'abord nous avons rencontré des éluEs dans la manifestation

(trois maires et une conseillère régionale), mais surtout la visite de Philippe a donné lieu à des articles dans la presse locale (papier, radio, télé). Un intérêt immédiat : toutes les maires ont vu que nous nous présentions et que notre candidat se déplaçait dans leur département, dans une petite commune rurale qui plus est. Des secrétaires de mairie nous en ont aussi parlé. Cela facilite beaucoup les discussions. Et la presse nous a contactés dans la foulée pour un article sur les parrainages, ce qui va donner encore plus de visibilité à ce travail militant.

Ces visites nous ont motivés et montrent qu'il est vraiment possible d'obtenir les 500 signatures. Dans les deux départements, nous avions eu, en 2017, 11 parrainages. Aujourd'hui, nous en avons déjà récupéré 2 et pensons pouvoir dépasser le chiffre de 2017 vu les premiers retours. Alors on continue !

CorrespondantEs

Cinéma

Alerte lourd en France bien blanche

À propos d'OSS 117 : Alerte rouge en Afrique noire, réalisé par Nicolas Bedos, sorti le 4 août 2021, 1h 56.

Certains diront qu'on y est allé avec déjà une idée en tête. Difficile de leur donner tort, et le film de nous donner raison : avec Nicolas Bedos à la réalisation, le troisième opus de la comédie d'espions semble fait de la matière dont on fait les jeunes encravatés de droite, pour qui la franchise était devenue, un peu malgré elle, la référence culte.

Le grand détournement

Pourtant, les premiers films (*Le Caire, nid d'espions* et *Rio ne répond plus*, réalisés par Michel Hazanavicius) avaient réussi à manœuvrer dans un champ de l'humour où, généralement, il n'est même pas forcément nécessaire de trancher sur la nature des ressorts comiques en présence : bonnet blanc ? Blanc bonnet ? On trouvera bien quelqu'un pour en rire, et sus aux rabat-joies. À toutes fins utiles, commençons l'irréparable : essayons d'expliquer la blague. Le principe d'OSS 117, c'est de parodier les films de genre des années 1960. Alors que dans ces films rien ne résiste au super-mâle, le réel intérêt comique d'OSS 117 est de présenter les situations de manière à ce que le spectateur ait du recul sur le personnage et sa ringardise. C'est en fait d'Hubert Bonisseur de La Bath qu'on rit. Une manière subtile d'indiquer que ce ne n'est pas que l'époque qui a changé, mais que ce genre de fantasme viril a toujours été en décalage avec la réalité. Ce que le spectateur est invité à comprendre à travers le regard des autres personnages, notamment

féminins : alors qu'habituellement elles valident le consensus d'admiration autour du personnage principal, dans OSS elles font exactement le contraire. Leur investissement dans les missions est en décalage complet avec le nombrilisme et l'ignorance de l'espion français, et elles sont déroutées non par son charisme mais par les propos affligeants que celui-ci tient à longueur de films. Permettant au spectateur de s'identifier à elles, et l'autorisant à confirmer qu'en effet, Hubert est bien complètement con.

Il était un petit homme... pirouette, cacahouète

Malheureusement dans ce dernier volet, on sent surtout que Bedos, lui, peut trouver Hubert et ses remarques racistes et sexistes drôles en tant que telles. On ne se moque plus de l'absurdité de ces comportements et de leur bêtise : on est invité à en apprécier l'imperfection. D'ailleurs, OSS 1001, le personnage joué par Pierre Niney, censé être l'équivalent du personnage féminin qui apporte ce premier recul sur son partenaire, est peint comme un jeune donneur de leçons, dont la mort subite alors qu'il critique vertement OSS 117 est amenée comme un soulagement. Pour Bedos et tant d'autres, après tout « on plaisante ». C'est un peu acide pour certains mais c'est toujours préférable à la « bien-pensance ». Quant au fameux aspect critique sur la France, il s'est déporté sur d'autres éléments (la pseudo « indépendance » d'anciennes colonies



africaines : pas si faux, mais pas si risqué). Le nationalisme n'est jamais directement tourné en ridicule. Ça ne vaut pas un gag sur le fait de ne pas pouvoir bander.

Macron 117

Le film a déjà fait plus de 1,5 million d'entrées. Encore une preuve qu'on

ne peut vraiment plus rien dire. Ou peut-être que ceux qui ont la parole n'ont pas grand-chose à dire. On excuse Bedos : après cinq ans de quinquennat Macron où l'on voit Hubert Bonisseur de La Bath partout à la télé et à la radio, difficile de distinguer l'absurde de la réalité. Val Romero

Essai

Ennemis d'État. Les lois scélérates, des anarchistes aux terroristes, de Raphaël Kempf

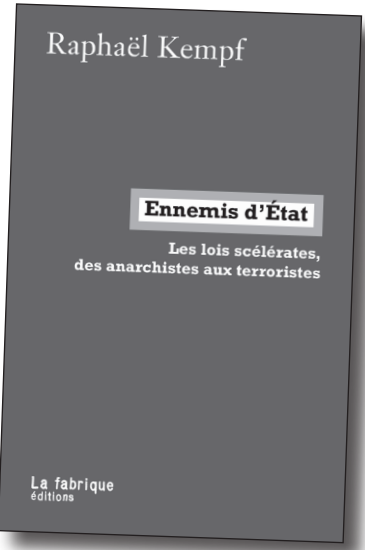
La Fabrique, 232 pages, 13 euros.

L'idée de l'ouvrage de Raphaël Kempf est de partir des lois liberticides du moment pour revenir sur celles contre les anarchistes à la fin du 19^e siècle, ou bien l'inverse, en partant des lois répressives contre le mouvement anarchiste (suites à quelques attentats) pour mieux comprendre les réflexes autoritaires et liberticides de cette chère République (III^e, IV^e ou V^e, peu importe), toutes si peu démocratiques.

Lois scélérates

Raphael Kempf raconte comment des lois profondément antidémocratiques ont été votées en 1893 et 1894, dans l'urgence et la panique du pouvoir en face de l'activité militante anarchiste et révolutionnaire. Il fait revivre ces militantEs, les combats contre le capitalisme, pour les droits des travailleurEs, leur courage et leurs déclarations face à la police et la justice, lors de leurs procès...

Les lois sont dites « scélérates » parce que votées par opportunisme pour légaliser une répression terrible, souhaitée depuis un moment, des lois écrites au nom de la lutte



contre le terrorisme (déjà), des lois criminelles car permettant d'arrêter, de condamner à la prison, au bagne et aux travaux forcés, à la « relégation » (déportation dans les colonies comme la Guyane et la Nouvelle-Calédonie), parfois à mort (exécution ou au bagne), sans même qu'il y ait un acte violent de la part des militantEs mais seulement pour leurs idées, leurs écrits ou leurs discours.

Kempf décrit ainsi les mécanismes de l'oppression et de la domination, de la fragilité de « l'État de droit » et de la « démocratie bourgeoise » quand la classe qui a le pouvoir se sent en danger, quand elle prend peur des pauvres qui peuvent se révolter.

Résistances

Kempf raconte la résistance de l'opposition démocratique au gouvernement de l'époque, qui réagit comme on peut réagir aujourd'hui contre le vote de lois liberticides, aberrantes, inacceptables, contre les dangers de l'autoritarisme ou même d'une dictature potentielle au travers de quatre textes : un du jeune Léon Blum alors juriste, un de Francis de Pressensé, futur cofondateur de la LDH, et deux du militant anarchiste Émile Pouget décrivant l'ampleur de la répression contre les ouvriers anarchistes qui se retrouvent à Cayenne, à mourir de maladie et de faim, après avoir été pourchassés suite à des manifestations ou des grèves. L'aller-retour entre les deux époques illustre bien la continuité de cette République, avec les mêmes réflexes, la même haine ou

le même mépris de classe, la même facilité de se débarrasser des droits démocratiques ou des protections sociales, de toute contrainte légale pour sauvegarder le pouvoir et le système. Ce livre permet d'abord de découvrir ou redécouvrir une partie des combats révolutionnaires et démocratiques de la fin 19^e, au moment même de la bataille pour défendre Dreyfus face au racisme de la société. Il aide à mieux comprendre hier et aujourd'hui et de mieux mesurer le danger réel d'une société policière et ultra-répressive. Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

contact@la-breche.com

Disparition

Mort de Michael Kenneth Williams : le gangsta' queer ne sifflera plus

On peut encore entendre aux détours des rues de Baltimore une mélodie poindre, sifflée nonchalamment, et l'ombre menaçante d'une silhouette s'étirer au sol. Un enfant hurle : « Omar ! It's Omar ! ». Et aussitôt, les dealers occupés à jouer au craps quittent leur poste, les paliers sont désertés, les persiennes closes, et le silence a recouvert le quartier. Omar Little l'ange de la mort, empruntant aussi bien aux tragédies grecques qu'à l'impitoyable Pale Rider, s'avance canon scié en mains. Michael Kenneth Williams, célèbre pour son interprétation du justicier solitaire de Baltimore dans la série *The Wire*, a été retrouvé mort dans son appartement lundi 6 septembre.

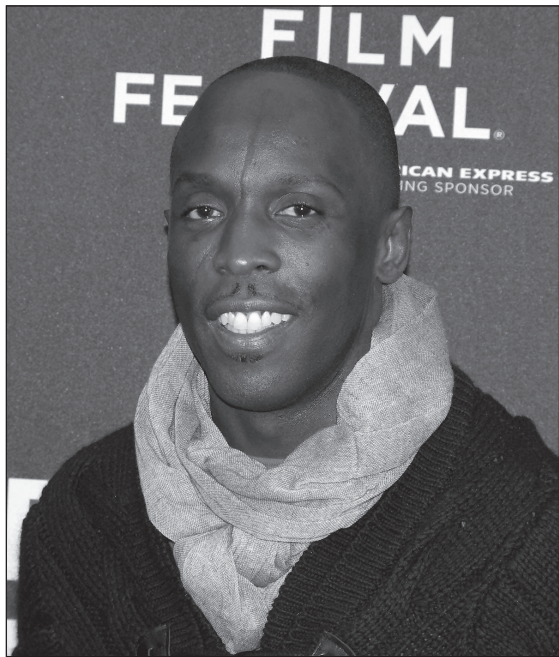
Une appétence particulière pour les rôles d'hommes brisés

Michael Kenneth Williams a grandi dans les quartiers pauvres de Brooklyn, et il est très tôt happé par la drogue dont il ne parviendra jamais à se défaire. De ce passé tumultueux, il gardera toujours un stigmate sur sa chair, et qui fera sa signature : une grande balafre qui scinde son visage en deux. Toxicomane, avec pour seul gîte la rue, il parvient néanmoins à passer des castings et devient danseur à l'âge de 23 ans pour accompagner George Michael et Madonna en tournée. David LaChapelle, photographe américain, est saisi par l'aura du jeune homme, il immortalise son visage grâce à ses clichés et permet à Tupac Shakur de le repérer et lancer sa carrière. En tant qu'acteur, Michael a toujours nourri une appétence particulière pour les anti-héros, les hommes brisés, et dont il déclarait vouloir explorer les failles. Ses interprétations envoûtantes, brutes et douces, à son image, devaient parvenir à saper les jugements des spectateurEs et susciter leur empathie. Il ne s'est jamais dépris de ses racines en revanche, continuait à fréquenter son quartier d'enfance et produisait sur la fin de sa carrière des documentaires pour mettre en lumière les oubliés des États-Unis et la violence implacable d'un système indifférent au sort des pauvres.

Un combat qui se poursuit

En 2018, il participe à un documentaire, *Raised by the System*, sur la justice des mineurs aux États-Unis, et terminait, au moment de sa disparition, la saison 2 de sa série documentaire *Black Market* sur le trafic d'armes. Michael donnait corps à la peinture sociale d'un Balzac moderne prolifique et indissociable de son parcours, David Simon. Le showrunner de *The Wire*, mais également de la série *Treme*, fresque saisissante de la Nouvelle-Orléans post-Katrina, prépare actuellement plusieurs mini-séries. L'une d'entre elles, *A Dry Run*, portera sur les membres de la brigade américaine Abraham Lincoln débarquant en Espagne pour combattre le fascisme face à Franco. Une autre, *We Own This City*, se déroulera à nouveau à Baltimore, et traitera de la Gun Trace Task Force, une unité conçue pour lutter contre la forte hausse des meurtres dans la ville et qui fit scandale en 2017 car elle devint une organisation criminelle, corrompue, extorquant des sommes colossales, des bijoux et la drogue saisie. Inutile de faire preuve d'inspiration, l'actualité judiciaire et politique américaine regorge de synopsis que l'on n'aurait pas cru possibles s'ils avaient été inventés... Un hommage pour Michael, et une manière aussi de continuer son combat. Il y aura toujours désormais un homme qui siffle au coin de la rue.

Tristan Katz



WIKIMEDIA COMMONS

« Des millions de personnes vivant dans la précarité subissent une double peine face au virus »

Entretien avec Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé et du travail, directrice de recherche honoraire à l'Institut national de la recherche médicale et militante à la CGT¹.

À la lumière de votre expérience de lutte contre des maladies infectieuses, vous critiquez la gestion de la pandémie Covid-19 pratiquée dans de nombreux pays, dont la France. Pourquoi ?

En Algérie, dans les années 1970, j'ai participé à des programmes sanitaires de lutte contre la tuberculose, une maladie infectieuse se transmettant de manière similaire au Covid-19. J'y ai appris que, pour arrêter les chaînes de contamination et organiser une prise en charge conséquente des malades, il faut des structures sanitaires au plus proche de la population – et d'abord, de la population la plus vulnérable.

Plus on développe des soins de première ligne afin de répondre aux besoins de santé de base, plus on traite tôt la maladie, moins elle prendra des formes graves. Cela permet aussi de cerner et d'isoler les clusters, ainsi que de diminuer la pression sur les hôpitaux. Certains pays – la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Islande et certains pays asiatiques – ont fait cet effort de prise en charge au plus près de la population. Ils ont eu beaucoup moins de cas graves et de morts.

En revanche, de nombreux gouvernements, notamment en Europe, ont totalement ignoré cette expérience.

En France, j'ai été estomaquée de voir que la gestion du Covid-19 ne s'appuyait pas sur les médecins généralistes et les centres de santé, qui sont pourtant un maillon central de la chaîne des soins pour les personnes en situation précaire.

Tout le monde n'est pas égal face au virus ?

Face au Covid-19 comme face à toutes les maladies infectieuses, les inégalités sont flagrantes. En Seine-Saint-Denis, le taux de mortalité dû au Covid-19 est le plus haut de France, en particulier parmi les quartiers défavorisés. C'est lié à plusieurs facteurs : les mauvaises conditions de logement ; le fait qu'y résident de nombreux travailleurEs, souvent précaires, œuvrant dans des secteurs « essentiels » et donc fortement exposés au virus ; et les conditions de santé moins bonnes des classes défavorisées. Souvent, les personnes très exposées sont aussi celles qui résident le plus loin de lieux de soins susceptibles de les prendre en charge de manière précoce. Ces inégalités sociales jouent aussi un rôle face à la vaccination : les personnes les plus éloignées des systèmes informatiques, sans



WIKIMEDIA COMMONS

connexion internet ou téléphone portable, peu informées, ont été le plus souvent écartées des circuits de la vaccination. Des millions de personnes vivant dans la précarité subissent ainsi une double peine face au virus. Alors qu'elles devraient être les premières cibles de la politique sanitaire.

Vous dénoncez aussi la mise en danger de certaines catégories de travailleurEs...

Dès le début de la pandémie, nous avons subi une politique de « double standard » : pendant qu'une partie de la population était confinée au nom de la santé publique, l'autre était contrainte de se rendre au boulot dans des conditions sanitaires parfois déplorables. En tant que simple citoyenne je pouvais me faire verbaliser si je sortais sans mon attestation. En revanche, un employeur qui ne protégeait pas ses salariéEs n'encourait aucune sanction. Des inspecteurEs du travail ont même été sanctionnés pour avoir voulu renforcer les mesures de prévention sur les lieux de travail !

Comment expliquer ce refus de prendre en compte les risques liés au travail ?

Tout travailleurE devrait avoir le droit de ne pas être mis en danger sur son lieu de travail. Or ce droit est aujourd'hui largement bafoué – pour le Covid-19, mais aussi bien au-delà.

Cette situation est le fruit des rapports de domination qui traversent notre société. En France, dès la fin des années 1970, les entreprises ont pu licencier à leur guise. Cela a entraîné une augmentation spectaculaire du chômage. Cette situation a été instrumentalisée afin d'escamoter le contenu du travail réel : les conditions de travail, les risques qu'elles peuvent représenter pour la santé des salariéEs, voire pour leur vie, tout cela a été effacé devant l'impératif de l'emploi, la peur que des places de travail soient supprimées.

Le travail vivant est ainsi devenu invisible... et les travailleurEs qui l'effectuent aussi, à commencer par les moins qualifiés – la plupart des gens ne connaissent pas, par exemple, le nom de la personne qui nettoie leur palier, leur escalier ou leur bureau !

Cette invisibilisation du travail a été intériorisée par les salariéEs eux-mêmes : dans beaucoup d'entreprises, des enquêtes révèlent un niveau d'exposition affolant à des produits toxiques. Mais si on en discute avec les salariéEs, ils répondent qu'ils doivent d'abord nourrir leur famille. Au sein des syndicats, la question de la santé au travail est aussi un parent pauvre, par peur pour « l'emploi ». On retrouve ce biais dans le corps médical : les médecins ne s'intéressent presque jamais au travail des malades. Pour déterminer l'origine d'une maladie, ils se contentent souvent de questions sur les comportements individuels. La santé au travail et les maladies professionnelles sont ainsi totalement invisibilisées. C'est le fruit d'une volonté politique.

Comment affronter cette réalité ?

Nous vivons une situation très dure sur le plan de la précarisation du travail et de l'emploi. Néanmoins, il est possible de faire bouger les lignes, y compris au niveau syndical, et de poser le problème de la santé avec les salariéEs eux-mêmes, à partir de situations très concrètes. On pourrait citer de nombreux exemples. L'usine Eternit à Albi, au sud de la France, a produit des

fibres d'amiante de 1973 à 1997. Confrontés à la mort de leurs collègues, atteints de cancers, les salariéEs se sont organisés et ont œuvré au sein des syndicats pour faire prendre conscience des dangers de l'amiante et formuler des revendications. Ils ont exigé, d'une part, que les cancers dus à ce matériau soient reconnus comme maladie professionnelle. De l'autre, ils ont insisté sur la nécessité d'arrêter la production d'amiante, en raison de ses dangers pour la santé. En 2005, des salariéEs et l'association des familles des victimes ont déposé ensemble une plainte pénale contre l'entreprise pour homicide involontaire.

En avril 2019, l'incendie de la cathédrale de Notre-Dame a causé une pollution au plomb très importante. Le gouvernement n'a pas traité ce problème sérieusement, car il voulait reconstruire au pas de charge, dans la perspective des JO de 2024. Les travailleurEs chargés de la manutention et du nettoyage du site et de ses environs n'ont pas été informés du danger, ni protégés. Face à ce scandale sanitaire, un collectif s'est constitué. Depuis deux ans, il unit des associations de défense de la santé, des syndicats d'enseignantEs, de fonctionnaires de la mairie, des transports, de la préfecture de police, ainsi que le collectif nettoyage de l'Union départementale CGT de Paris. Leur lutte a permis d'avoir accès aux informations concernant le niveau de plomb sur certains lieux de travail, d'y faire de la décontamination, etc. En juillet, l'association Henri Pézérat de défense de la santé, du travail et de l'environnement, au sein de laquelle je milite, le syndicat CGT et deux familles de riverains ont déposé une plainte pénale pour mise en danger de la vie d'autrui. Cette plainte fait le lien entre pollution professionnelle et environnementale.

1 – Publié en intégralité dans le journal du

Syndicat des services publics (SSP) *Services publics*, n° 13, 3 septembre 2021, Lausanne.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

L'ÉTAT AU TRIBUNAL POUR CAUSE DE DESTRUCTION DE LA BIODIVERSITÉ. Les associations Notre affaire à tous et Pollinis lancent ce jeudi 9 septembre la campagne Justice pour le vivant. L'idée : contraindre l'État français, par le biais d'une action en justice, « à agir pour la nature » et à œuvrer pour la protection de la biodiversité. En février 2021, la France était condamnée par le tribunal administratif de Paris pour « carences fautives » dans la lutte contre le réchauffement climatique. Cette action en justice, qui s'inscrivait dans la continuité de la pétition l'Affaire du siècle, avait été notamment menée par l'association de juristes Notre affaire à tous. Laquelle ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : ce jeudi 9 septembre marque le début de la campagne Justice pour le vivant, menée de front avec l'association de protection des abeilles domestiques et sauvages Pollinis. L'idée, présentée à l'occasion du Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) se tenant actuellement à Marseille : initier une action en justice afin de « contraindre l'État français à agir pour la nature ».

À l'heure où les associations environnementales ne cessent de dénoncer le bilan d'Emmanuel Macron concernant les questions climatiques et de biodiversité et où la France a très largement poursuivi son soutien à des mesures nuisibles pour la planète, Notre affaire à tous et Pollinis entendent ainsi pointer du doigt le « manquement [de l'État] à ses obligations de protection de la biodiversité » et « faire reconnaître [sa] faute dans la sixième extinction de masse ». Comme le rappellent les deux associations dans le communiqué de lancement de Justice pour le vivant, la France, au-delà des beaux discours de son président, reste par exemple l'un des pays consommant le plus de pesticides (en valeur absolue) en Europe, alors même que ces substances sont considérées comme étant l'une des causes de la destruction de la biodiversité. Ainsi, « force est de constater que l'État français ne tient pas les objectifs de protection de la biodiversité qu'il s'est lui-même fixés », écrivent ainsi les équipes de Justice pour le vivant, dont la démarche est une première mondiale. [...]

Amélie Quentel, « Effondrement de la biodiversité : une action en justice contre l'État français », *Reporterre*, 9 septembre 2021.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 35 € ☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 € ☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 € ☐ 1 an 40 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 € ☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 € ☐ 1 an 40 €	☐ 6 mois 15 € ☐ 1 an 30 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 € ☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 € ☐ 1 an 90 €	☐ 6 mois 35 € ☐ 1 an 70 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		☐ 3 mois 12 €	

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un **RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 17,5 € par trimestre	☐ 12,5 € par trimestre	☐ 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 12,5 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date :

Signature obligatoire

www.npa2009.org